

Revue rurale de l'UE

Le magazine du réseau européen de développement rural



Créativité et innovation dans l'UE pour le développement rural

Le réseau européen de développement rural EN LIGNE

<http://enrd.ec.europa.eu>



Directeur de rédaction: Rob Peters, chef d'unité — Réseau européen et suivi de la politique du développement rural, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne. **Auteurs et collaborateurs:** Elena Saraceno, Tim Hudson, Åke Clason, Charles Abel, John Powell, Elisabeth Schwaiger, Eileen Humphreys, David Jepson, Annette Thuesen, Jon Eldridge, Justin Toland, Wendy Jones, Stephen Gardiner, Jonas Kupinas, Cécile Schalenbourg, Xavier Delmon, Petri Mikael Rinne, Luis Fidschuster et Thomas Dax. **Copyright pour les photographies:** © Communautés européennes, 1995-2009, Tim Hudson, département de l'agriculture et du développement rural d'Irlande du Nord, Almenland Regions Entwicklungs GMBH, Réseau de fermes ouvertes en Périgord, Transcotland.com, Association of Danish Small Islands, West Cork Development Partnership, Sabine Weizenegger, Annette Aagaard Thuesen, Viesoji Istaiga Placiajuostis Internetas, Ezequiel Scagnetti, Commendium Ltd, Krista Kõiv, Stephan Scholz, Lanckorona Amber Trail Association, János Oláh, Spass Kostov.

Nous vous invitons à vous abonner aux publications du Réseau européen de développement durable à l'adresse suivante:

<http://enrd.ec.europa.eu>

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet de l'EU Bookshop:

<http://bookshop.europa.eu>

Le contenu de la publication *Revue rurale de l'UE* ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

La *Revue rurale de l'UE* est publiée en six langues officielles (DE, EN, ES, FR, IT, PL).
Manuscrit finalisé en novembre 2009. La version originale est le texte anglais.

© Communautés européennes, 2009
Reproduction autorisée moyennant mention de la source

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne, consultez le site <http://europa.eu>

Printed in Luxembourg

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu le label écologique de l'UE pour papier graphique (<http://ec.europa.eu/ecolabel/>)



Comparaisons avec l'UE

La comparaison de ces exemples et des approches similaires avec les expériences rurales de l'UE révèle plusieurs similitudes. Celles-ci comprennent le déplacement vers une approche intégrée qui prévoit de nouvelles priorités telles que les aspects culturels en tant qu'éléments d'influence majeurs. Cela requiert des structures institutionnelles spécifiques pour innover et répondre aux défis et changements ruraux dans des systèmes coordonnés.

Une autre constatation commune révélée par les pratiques de développement rural provenant de toute l'UE et même du monde entier est que la notion de «société ouverte» joue un rôle fondamental dans le cadre de l'innovation. Les approches créatives soulignent les avantages d'un degré élevé de diversité sociale et donnent la priorité au développement culturel. Cela ressort bien de l'exemple du projet «Avenir dans les Alpes» de l'UE, qui a conclu dans les recommandations formulées en 2008 que les activités et les perspectives régionales ne peuvent être étendues que «si la société et l'économie locales sont suffisamment diversifiées pour permettre aux personnes de développer un large éventail de fonctions et d'actions (sociales et économiques)».

Le débat qui se tient entre les organisations de développement et la communauté scientifique sur la question de l'innovation indique que l'intégration du pluralisme et de la diversité tend à avoir des effets positifs sur les capacités d'innovation et de développement. Cela est reconnu par les organisations d'aide internationales qui forment à présent le personnel chargé de la politique et des projets afin de leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles en «gestion de la diversité».

Ces activités sont orientées vers le renforcement des capacités de résolution de problèmes au sein de groupes hétérogènes. Ainsi que le dit Scott Page, professeur en systèmes complexes, sciences politiques et économie de l'université du Michigan, pour résumer cette relation étroite, «c'est la diversité qui commande l'innovation» et «pour innover, il faut penser différemment».

Enseignements tirés

Cette brève analyse des expériences internationales de l'innovation et de la créativité au niveau rural fait ressortir l'un des fondements de la théorie de l'innovation: le partage d'expériences offre une source très efficace à la fois d'inspiration et de motivation pour entreprendre des actions innovantes et faire de la prospection d'idées.

Une analyse plus détaillée des pratiques internationales ferait ressortir un éventail incroyable de fertilisation croisée internationale d'activités novatrices dirigées essentiellement vers les régions rurales, ce qui démontre l'énorme potentiel qui existe à la fois pour la créativité dans le développement rural et pour les échanges internationaux de bonnes pratiques.

Parmi les enseignements importants relevés ci-dessus figure l'importance des approches participatives du développement de projets ruraux. Les bienfaits tirés d'actions territoriales intégrées sont considérables. D'autres points soulevés font référence aux résultats positifs et aux synergies qui découlent de la création de nouveaux liens entre les communautés rurales et les acteurs ruraux, étant donné que ceux-ci aident à établir des plates-formes de partage de connaissances au profit de différents groupes de pairs.

De plus, la combinaison d'une pensée créative de toutes les parties prenantes, d'une approche stratégique flexible des services d'aide, de l'utilisation de nouvelles techniques de communication ou de technologies modernes ainsi que l'offre de services diversifiés peut offrir à tous une gamme de possibilités viables en matière de développement au profit des communautés rurales du monde entier.

Table des matières

Actualités

- AVANT-PROPOS DE JEAN-LUC DEMARTY, DIRECTEUR GÉNÉRAL, COMMISSION EUROPÉENNE, DG AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL. 4

Développements ruraux

- INNOVATION RURALE: CONCEVOIR LE CHANGEMENT COMME UNE CHANCE À SAISIR. 6
- AXE 1: SOUTENIR LA CRÉATIVITÉ ET L'INNOVATION DANS LES SECTEURS AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET FORESTIER DE L'UE. 10
- AXE 2: SOLUTIONS NOVATRICES ET CRÉATIVES DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT. 14
- AXE 3: CRÉATIVITÉ ET INNOVATION AU SERVICE DE LA DIVERSIFICATION RURALE ET DE LA QUALITÉ DE VIE. ... 18
- AXE 4: STRATÉGIES ET PROGRAMMES LOCAUX NOVATEURS DE DÉVELOPPEMENT. 22

Citoyens ruraux

- L'INNOVATION EN ALLGÄU (ALLEMAGNE): UNE RÉGION QUI ENCOURAGE SES PIONNIERS. 27
- LA FACILITATION DU DIALOGUE MÈNE À L'INNOVATION. 30
- CITATIONS DE SPÉCIALISTES DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE L'UE À PROPOS DE L'INNOVATION. 32

Les régions rurales à la loupe

- PARTENAIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL DE L'UE. 36
- POLITIQUE DE COHÉSION, CRÉATIVITÉ ET INNOVATION DANS LES RÉGIONS RURALES. 38
- LA DG ENVIRONNEMENT: LE PROGRAMME LIFE ET L'INNOVATION RURALE. 40
- LE «CATALYSEUR DU CHANGEMENT» AIDE LES ZONES RURALES DE L'EUROPE. 42
- LA DG SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET MÉDIAS DANS LES RÉGIONS RURALES. 44

Problématiques rurales

- RÉDUIRE LE FOSSÉ ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION. 46

Recherche rurale

- LA RECHERCHE EUROPÉENNE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL, UN MARIAGE DE RAISON (ENTRETIEN AVEC M. JOSÉ MANUEL SILVA RODRÍGUEZ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA DG RECHERCHE) 52
- SOUTIEN APPORTÉ PAR LA RECHERCHE DE L'UE À L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ DANS LES ZONES RURALES. ... 54
- FAVORISER L'INNOVATION ET LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES DANS LES ZONES RURALES. 56
- COST 51: INTÉGRER L'INNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR FORESTIER DE L'UE. 58

Tour d'horizon sur le développement rural

- LES PERSPECTIVES INTERNATIONALES DE L'INNOVATION ET DE LA CRÉATIVITÉ RURALES. 60



«Actualités»

Saviez-vous...

...que 2009 était l'Année européenne de la créativité et de l'innovation (AECI), une année qui a permis de mettre en lumière le rôle que peuvent jouer la créativité et l'innovation dans le soutien à la prospérité économique à travers toute l'Europe rurale. De tels objectifs de développement étaient l'un des principaux moteurs de l'AECI, et ces concepts d'innovation et de créativité restent essentiels pour la croissance et la durabilité des zones rurales de l'UE.

Les orientations stratégiques communautaires intègrent des objectifs d'innovation; de nouvelles mesures ont donc été introduites à cette fin dans l'arsenal des instruments à la disposition de la politique du développement rural, notamment une mesure consacrée au soutien de la coopération pour le développement de nouveaux produits et procédés.

Les aspects liés aux produits et aux procédés en matière d'innovation ont toujours joué un rôle important dans la croissance durable des zones rurales et continueront à être précieux pour relever les nouveaux défis auxquels l'Europe rurale est confrontée. Cela a été reconnu lors de l'établissement du bilan de santé de la politique agricole commune (PAC) qui a renforcé la position de l'innovation en tant que priorité clé de la politique du développement rural de l'UE. L'innovation est encouragée sur une base transsectorielle très large, en particulier sur les thèmes de la réponse au changement climatique, de la protection de la biodiversité, du maintien de la qualité de l'eau, du soutien des énergies renouvelables, de l'amélioration de la compétitivité et de la restructuration du secteur laitier de l'UE.

Le plan de relance de l'UE qui a été établi pour surmonter la crise économique mondiale encourage également l'adoption de solutions rurales créatives et de méthodes innovantes. En plus de souligner les efforts nécessaires pour répondre aux nouveaux enjeux précités, le plan encourage la réalisation d'«investissements intelligents» pour combler le fossé existant dans les régions rurales en ce qui concerne la large bande numérique. Notre politique en matière de développement rural jouera un rôle clé dans le soutien apporté aux innovations nécessaires pour réduire les «fractures numériques» en synergie avec d'autres politiques de l'UE menées dans les régions rurales.

Globalement, les 94 programmes de développement rural (PDR) et leurs mesures d'intervention ciblées offrent un large éventail d'aides pratiques permettant de répondre à ces stratégies politiques. Cette diversité d'options qui est proposée par les PDR met à la disposition des parties concernées une série de possibilités de création de

nouveaux procédés qui constituent de nouveaux avantages en termes de développement rural et qui facilitent la production de biens et de services ruraux innovateurs. L'approche Leader convient particulièrement pour promouvoir l'innovation, comme l'a démontré l'expérience acquise dans le passé.

Je sais, pour l'avoir personnellement vécu en tant que directeur général de la DG Agriculture et développement rural, que les acteurs du monde rural de l'UE, qu'il s'agisse de groupes ou de personnes individuelles, sont rompus au développement de produits ou de procédés innovateurs ainsi qu'à la découverte de solutions créatives pour relever les défis ruraux. C'est avec grand intérêt que j'ai observé la diversité des progrès technologiques et politiques qui ont été réalisés au cours des dernières années dans l'Europe rurale et je suis fier d'avoir participé à certains de ces développements importants.

Ne perdons toutefois pas de vue que l'innovation et la créativité ne se traduisent pas toujours par des effets hautement significatifs ou par des inventions technologiques de pointe et qu'on peut retrouver de très nombreux exemples d'actions de développement rural innovantes d'envergure locale ou régionale au sein des vingt-sept États membres.

La créativité et l'innovation s'expriment de façons très diverses dans les différentes zones rurales de l'UE. L'innovation, par exemple, est tout aussi importante pour les activités de développement rural visant à prospecter de nouveaux marchés, à développer de nouveaux partenariats ou à adapter des méthodes éprouvées à différentes circonstances que pour celles visant à créer de nouveaux produits et services ou expérimenter et mettre en œuvre de nouveaux modes de mise en réseau entre les acteurs du développement rural.

La diffusion des bonnes pratiques concernant ces types, ou d'autres types, d'actions de l'UE a été l'un des objectifs centraux de l'AECI. Cette édition de la *Revue rurale de l'UE* a pour ambition de présenter quelques-unes des formes d'innovation et de créativité exprimées par les zones rurales de l'UE.

À travers des analyses stratégiques et une sélection d'études de cas nationales en provenance de toute l'Europe rurale, cette publication vise à montrer comment l'aide de l'UE peut être utilisée pour mettre à profit la richesse d'innovation et de créativité qui existe dans les communautés rurales. Ce faisant, j'espère que, en illustrant ce qui est réalisable dans l'Europe rurale d'aujourd'hui, nous pourrions mettre nos connaissances à profit pour contribuer à la création d'une Europe rurale encore meilleure demain.



Jean-Luc Demarty

Directeur général, Commission européenne
DG Agriculture et développement rural

Développements ruraux

**Innovation rurale:
concevoir
le changement
comme une chance
à saisir**



La créativité et l'innovation sont des ingrédients essentiels à la réussite du développement rural dans l'EU-27 où l'on peut trouver des approches nouvelles et novatrices qui s'attaquent aux principaux défis ruraux et aident les régions rurales de l'Europe à saisir les opportunités qu'offrent les programmes d'aide ruraux.

Comme nous l'avons précédemment indiqué, 2009 était l'Année européenne de la créativité et de l'innovation. Les actions menées au cours de cette année avaient pour but de sensibiliser à l'importance de la créativité et de l'innovation pour le développement personnel, social et économique. Les institutions et les partenaires de l'UE ont en outre encouragé la diffusion des bonnes pratiques, la stimulation de l'éducation et de la recherche et la promotion du débat politique sur les problèmes associés. Chacune des actions de l'AECL entendait faire passer le même message principal: la créativité et l'innovation contribuent à la prospérité économique ainsi qu'au bien-être social et individuel.

Les activités de l'AECL s'adressaient à divers groupes, notamment aux jeunes, aux éducateurs, aux entreprises et aux décideurs politiques, ainsi qu'au grand public. Les organisations de la société civile ont été également encouragées à se mobiliser et à s'impliquer aux niveaux européen, national et local.

Innovation, créativité et politique de développement rural de l'UE

L'actuelle politique de développement rural de l'UE a une histoire de programmation qui reconnaît le rôle et les avantages clés que l'innovation et la créativité offrent aux populations rurales ainsi qu'aux utilisateurs au sens large des territoires ruraux de l'Europe.

Les orientations stratégiques communautaires pour le développement rural encouragent les approches innovantes comme en témoigne le fait qu'une mesure d'innovation spécifique ait été incluse dans l'arsenal de mesures en faveur du développement rural. Les programmes de développement rural des États membres intègrent

des actions dans l'ensemble des mesures PDR afin d'encourager l'innovation et de trouver de nouvelles manières d'amener le développement économique, la prospérité sociale et le bien-être personnel aux communautés rurales et à leurs acteurs.

L'innovation apparaît particulièrement importante pour faciliter des stratégies de développement durables qui établissent un équilibre entre, d'une part, la croissance économique et, d'autre part, la production et la protection de «biens publics» tels que la biodiversité et d'autres ressources environnementales. La prospection d'idées innovantes est aussi un outil essentiel pour les décideurs et les praticiens du développement rural qui sont chargés de traiter des problèmes fondamentaux tels que la compétitivité, la qualité de vie, la diversification et la cohésion territoriale.

« L'innovation, c'est la capacité de voir le changement comme une chance et non comme une menace. »

Albert Einstein

« L'innovation joue un rôle tout aussi fondamental dans une fromagerie rurale, une scierie ou un établissement scolaire local que dans un centre d'études de Milan, l'industrie aéronautique de Toulouse ou la division "Recherche" d'IBM. »

Frank Gaskell, sénateur d'Euromontana et expert désigné au sein du groupe de travail thématique 2 du réseau européen de développement rural

Concevoir le changement comme une chance à saisir pour les zones rurales

Ces problèmes ruraux requièrent souvent l'adaptation à des situations changeantes qui surviennent dans les zones rurales sous l'effet de divers facteurs tels que le changement climatique, l'évolution démographique, la régression des activités rurales traditionnelles et l'évolution des politiques menées. S'ils sont parfois perçus comme problématiques par les zones rurales, ces changements peuvent en réalité aussi être source de nouvelles possibilités de développement. L'AECI a promu des concepts tels que la «conception du changement comme une chance à saisir» et a souligné le rôle joué par l'innovation pour faciliter les actions associées.

Le rôle de l'innovation a également été souligné par les modifications apportées à la politique générale de développement rural de l'UE, adaptée pour répondre aux nouveaux enjeux communs affectant l'Europe rurale. Ces «nouveaux enjeux» reflètent à la fois des priorités communautaires et des priorités liées au changement climatique, aux énergies renouvelables, à la gestion de l'eau, à la biodiversité et à la restructuration du secteur laitier, lesquelles ont été mises en évidence par le bilan de santé de la politique agricole commune. La stratégie de relance de l'UE introduit, par ailleurs, une aide pour étendre la couverture à large bande aux zones rurales, ce qui, en retour, devrait conduire à divers types d'innovations.

Relever ces défis d'une manière innovante et créative est une des principales fonctions tant de l'actuelle que de la future stratégie de développement rural de l'UE. Les objectifs stratégiques renforcent et améliorent la qualité globale des processus de développement rural de l'Europe dans le cadre des politiques de l'UE et donnent de la visibilité à des actions qui débouchent sur de nouveaux produits.

Des innovations et une pensée créative aux niveaux régional, national et communautaire sont indispensables tout au long du processus de programmation du développement rural afin de garantir la réalisation des objectifs et l'exploitation effective des possibilités offertes par les

politiques rurales. L'innovation ne doit pas toujours être associée à des effets ou des inventions de grande envergure; elle peut parfois se traduire simplement par l'introduction de techniques et de bonnes pratiques qui sont déjà utilisées ailleurs et par leur adaptation aux conditions et/ou circonstances particulières d'un autre lieu, comme elle peut supposer l'application novatrice et plus efficace de concepts éprouvés. En ce sens, l'innovation est souvent la résultante de contacts étroits avec des parties prenantes implantées ailleurs, du travail de groupe et du travail en réseau, ainsi, bien entendu, que de la coopération interterritoriale et transnationale.

Réseaux ruraux

Lancé à la fin de 2008, le réseau européen pour le développement rural (RE DR) est en soi une innovation en matière de politique rurale, étant donné que le travail en réseau englobe désormais tous les aspects de la politique de développement rural de l'UE, sans se limiter à l'initiative communautaire Leader+ comme ce fut le cas lors des précédentes périodes de programmation. La combinaison de services coordonnés de soutien proposée par le réseau permet de repérer et de promouvoir des actions de développement rural adaptées aux niveaux local, régional, national et communautaire. Le RE DR regroupe de nouvelles personnes selon des modalités nouvelles, et ce processus de mise en réseau offre une excellente opportunité de créer des innovations qui profiteront à un très grand nombre d'acteurs du développement rural.

Le RE DR est doté de fonctions de mise en réseau uniques en leur genre qui en font un nouvel instrument politique capable de saisir ce qui se passe dans les zones rurales de l'UE et d'utiliser les informations

ainsi acquises pour aider les autorités nationales à renforcer l'efficacité de leurs actions spécifiques du domaine de la politique de développement rural. Le RE DR symbolise dès lors une méthodologie innovante de soutien de l'innovation et de la créativité dans les zones rurales. D'importants partenaires de ce processus de développement sont les réseaux ruraux nationaux (RRN).

Les RRN sont une autre caractéristique innovante importante de la politique actuelle du développement rural de l'UE. Avant l'actuelle période de programmation, il n'existait aucun réseau doté d'une gamme de compétences aussi large. Les RRN jouent un rôle majeur dans la stimulation de l'innovation rurale et facilitent la réalisation des objectifs stratégiques de la politique du développement rural de l'UE.

Les RRN sont une courroie de transmission utile entre les administrations nationales et les différents acteurs du développement rural. Leur structure et leur organisation peuvent différer d'un pays à l'autre, mais leur rôle principal consiste, dans tous les cas, à soutenir la mise en œuvre et l'évaluation de la politique de développement rural.

Les objectifs poursuivis par les réseaux ruraux nationaux peuvent inclure par exemple:

- l'échange d'informations et le renforcement de la communication entre les parties prenantes rurales par le biais de conférences, de réunions, de sessions de formation, de publications et du site internet du RE DR;
- la définition, l'analyse et la diffusion de bonnes pratiques transférables à travers des études thématiques, des études de cas et des systèmes de récompense;



PHOTOGRAPHIE FOURNIE PAR NORTHERN IRELAND GOVERNMENT'S
© DEPARTMENT OF AGRICULTURE & RURAL DEVELOPMENT

- la préparation de la formation de groupes d'action locale (GAL) dans le processus de formation;
- le soutien de projets de coopération par la sensibilisation aux possibilités offertes, le soutien aux opérations de recherche de partenaires, l'offre de services de tutorat de projet et les activités de conseil en matière de gestion de partenariat.

De nombreux RRN en sont au premier stade de leur développement et, ainsi que le souligne Henk Kieft, du RRN des Pays-Bas, «nous tenons à examiner comment le RRN peut amener les parties intéressées à s'engager dans le processus et nous espérons qu'il s'agira d'une tâche permanente». Il poursuit: «Nous souhaitons regrouper des intérêts différents parce que nous savons que l'innovation peut naître de combinaisons inattendues.»

Pour Maria Gustafsson, du RRN de Suède, les RRN sont comme «un lieu d'apprentissage mutuel et de coopération». Ainsi qu'elle le souligne: «Nous savons à quel point il est important de motiver nos membres et nous nous efforçons de faire en sorte que les intéressés retirent quelque chose de leur participation au réseau. Cela est très important, car sans nos membres

nous ne serions en mesure ni d'analyser correctement les progrès réalisés dans les zones rurales ni d'apprécier les innovations et les changements qui sont susceptibles de se produire dans des régions ou secteurs spécifiques.»

Camillo Zaccarini Bonelli, du réseau rural italien (ISMEA), conçoit les RRN comme un soutien à la mise en œuvre effective de la politique de développement rural de l'UE. Comme il l'indique: «Notre approche globale permet de bien identifier les besoins actuels et les lacunes en matière d'information en ce qui concerne les nouveaux défis et tous les autres aspects de la politique de développement rural.» Il continue: «Nous utilisons les antennes régionales pour nous procurer des informations de la base, informations qui sont complétées par nos groupes de travail thématiques. Notre méthodologie innovante nous aide à élargir la participation et à maximiser l'utilisation des savoir-faire existants en matière de développement rural. Nous incluons même dans notre RRN des personnes d'autres pays.»

Encourager l'innovation

Les RRN connaissent les avantages qu'offrent les approches créatives aux communautés rurales et savent que leurs programmes de travail novateurs ont contribué aux objectifs de l'AECI. Les GAL,

par exemple, sont encouragés à élargir leurs actions en suivant les quatre axes du PDR. L'appui indirect à l'innovation rurale est également encouragé par la diffusion d'une multiplicité de bonnes pratiques dans divers domaines thématiques couvrant le secteur agroalimentaire, les forêts, la gestion de l'environnement, le tourisme, l'énergie et les services de proximité.

Le site internet du RE DR joue un rôle important en facilitant les échanges d'informations entre les RRN et d'autres acteurs du développement rural, comme le souligne le chef d'équipe du point de contact du RE DR, Haris Martinos: «Internet offre de multiples modalités d'encourager de nouvelles méthodes de travail en réseau entre un éventail d'acteurs du développement rural de l'UE plus large que dans le passé. Le site internet du RE DR a été conçu dans ce but et intègre des outils interactifs novateurs qui aideront à transférer les connaissances et à renforcer les capacités entre ses utilisateurs.»

Le site internet du RE DR offre une plateforme de diffusion de bonnes pratiques. Les quatre articles suivants présentent un ensemble d'approches innovantes intéressantes de l'activité de développement rural. Celles-ci montrent comment les axes de la politique de développement rural de l'UE peuvent contribuer à des objectifs d'innovation et illustrent certains des avantages obtenus en suivant de nouvelles méthodes, en développant de nouveaux produits et services ou en adaptant des approches éprouvées à de nouvelles situations.

L'innovation et la créativité sont des facteurs importants pour un large spectre d'activités de développement rural qui vont de la programmation à la mise en œuvre des projets. À l'intérieur de ce spectre, les concepts fondamentaux d'innovation et de créativité sont généralement exprimés par un nombre d'actions liées entre elles.

De **nouvelles méthodes de travail** peuvent se traduire par une multitude de stratégies de développement comme l'application de nouvelles idées, l'utilisation de nouvelles techniques, la concentration sur de nouveaux marchés, le regroupement de secteurs et d'acteurs variés grâce à de nouvelles méthodes de travail en réseau, le soutien de nouveaux groupes prioritaires ou de nouvelles réponses aux défis sociaux, économiques et environnementaux.

Le **développement de nouveaux produits et services** est souvent le résultat de méthodes de travail novatrices et peut être créé par l'application de techniques, de procédés, de partenariats, de travaux de recherche et de réflexion nouveaux ou inédits.

L'**adaptation d'approches éprouvées à de nouvelles circonstances** est un autre moyen très efficace pour favoriser des évolutions novatrices importantes au niveau local. Ces types d'actions novatrices sont souvent facilités par le transfert de connaissances entre régions ou États membres.



Rob Janmaat,
réseau rural des Pays-Bas

Axe 1



**Soutenir la créativité
et l'innovation
dans les secteurs
agricole, alimentaire
et forestier de l'UE**



Le financement du développement au titre de l'axe 1 offre de nouvelles possibilités de soutien à la créativité et à l'innovation en vue d'améliorer la compétitivité dans les secteurs agricole et forestier européens.

La compétitivité dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier ne cesse de croître, obligeant à privilégier la créativité et l'innovation. L'axe 1 de la politique de développement rural de l'UE prévoit une série de mesures d'aide consistant à soutenir le développement de nouveaux produits et services, à encourager des méthodes de travail différentes et à faciliter l'accès à de nouveaux débouchés, technologies et procédés.

Les succès enregistrés dans ces domaines par les exploitations agricoles et forestières seront fonction de l'aide apportée par les programmes de développement rural aux bénéficiaires de l'axe 1 afin que ces derniers appliquent les mesures conventionnelles de modernisation et de compétitivité de manière innovante et créative. Les possibilités offertes par ces mesures pour faciliter ces objectifs sont nombreuses, et plusieurs mesures sont particulièrement conçues pour encourager les pratiques innovantes.

Ainsi, les mesures de l'axe 1 encouragent l'innovation dans les secteurs agricole et forestier de l'UE en aidant à améliorer l'expertise technique et économique des agriculteurs et des sylviculteurs à travers la formation professionnelle, l'information et des services de conseil. D'autres fonds sont disponibles au titre de l'axe 1 et visent l'investissement dans des technologies innovantes et la promotion de la coopération entre les agriculteurs, l'industrie de la transformation et d'autres acteurs en vue du développement de nouveaux produits et procédés.

Nouveaux produits et procédés

La préférence est donnée aux approches de coopération, généralement entre les parties prenantes et des unités de recherche, dans le but d'améliorer et de promouvoir la qualité et la sécurité des produits agricoles, ce qui permet de répondre aux demandes des consommateurs et de leur offrir des garanties. Une nouvelle mesure (la mesure 124), se caractérisant par un soutien spécifique à la coopération lors du développement de nouveaux produits agricoles et forestiers, a été introduite afin de soutenir ce genre de travail de développement rural.

Plusieurs PDR ont tiré profit des possibilités offertes par la mesure 124, ainsi que le montre le tableau 1 qui résume certaines des utilisations de la mesure dans différents pays. La liste n'est pas exhaustive et fournit une indication du champ d'application souple de la mesure d'innovation.

Tableau 1 —
Échantillon des priorités des États membres pour les actions au titre de la mesure 124

Pays	Principal objectif de la mesure 124
Suède	Intensification de la coopération avec les instituts de recherche
Estonie	Amélioration de la qualité alimentaire et réalisation d'économies d'énergie
Danemark	Développement de nouveaux procédés et technologies efficaces qui réduisent les problèmes environnementaux
République tchèque	Investissements en rapport avec le développement de nouveaux produits agricoles et alimentaires et l'application de nouveaux procédés et technologies dans la production végétale ou animale
Pays-Bas	Nouvelle organisation du travail dans les exploitations
Malte	Renforcement des liens entre les agriculteurs et les transformateurs afin de développer une expertise en matière de commercialisation
Portugal (continent)	Amélioration des services dans les chaînes d'approvisionnement

L'éventail des possibilités offertes par la mesure 124 souligne la façon dont sa flexibilité contribue à renforcer les effets de l'innovation résultant d'actions relevant de l'axe 1. Ce point est confirmé par l'expérience du pays de Galles (Royaume-Uni) où la mesure 124 est mise en œuvre par le biais d'un système intitulé «Supply chain Efficiencies Scheme» (programme d'amélioration de la chaîne d'approvisionnement). Ce système novateur a déjà aidé à financer une vingtaine de projets et, comme le souligne Neil Howard, représentant le gouvernement de l'Assemblée galloise au Royaume-Uni, «l'un des principaux avantages de la mesure 124 est la flexibilité qu'elle offre en ce qui concerne le soutien de projets de recherche plus spéculatifs, caractérisés par un degré d'innovation élevé et une incertitude quant aux profits futurs».

Potentiel d'innovation

L'aide au titre de l'axe 1 apparaît dès lors relativement importante compte tenu de sa capacité à insuffler du dynamisme et de l'innovation aux secteurs agricole et forestier et à contribuer à la croissance des zones rurales.

La réalisation de ces objectifs stratégiques se fonde en partie sur l'adoption de bonnes pratiques dans les divers États membres, étant donné que les innovations développées dans un domaine ou un secteur peuvent maximiser leurs effets bénéfiques lorsqu'elles sont diffusées à travers toute l'UE. Les études de cas suivantes illustrent des bonnes pratiques intéressantes provenant de diverses régions de l'UE en rapport avec l'activité innovante de l'axe 1.

« L'innovation, c'est mettre l'accent sur le client et répondre à ses besoins en évolution constante, en termes tant de nouveaux produits et de services que de nouvelles modalités de livraison. »

Paul McCarthy, formateur

Irish Agriculture and Food Development Authority



Une innovation importante au niveau local crée des emplois précieux dans les zones rurales en Estonie

L'innovation est souvent associée au transfert d'approches éprouvées vers de nouvelles conditions et de nouveaux emplacements. C'est notamment le cas en Estonie où un agriculteur entreprenant a adapté avec succès à la région de Harju une technologie d'énergie renouvelable en provenance d'Espagne. Le fruit de cette action innovante, localement importante, soutenue au titre de l'axe 1, est une nouvelle installation de production de bioéthanol à la pointe du progrès qui a généré de nouveaux emplois agricoles de qualité, introduit de nouvelles compétences pour la main-d'œuvre rurale, amélioré la compétitivité des exploitations agricoles et créé une diversité de nouveaux avantages environnementaux économiquement viables.

L'agriculteur, M. Ants Pak, a demandé et obtenu des fonds au titre de l'axe 1 (mesure 123) pour promouvoir cette initiative innovante. Fondée sur la promesse d'offrir de nouvelles possibilités de valorisation des produits agricoles cultivés sur les 250 hectares de l'exploitation de M. Pak, en particulier des betteraves sucrières, la nouvelle installation est capable aujourd'hui de produire 5 000 litres de bioéthanol par jour par la transformation de déchets végétaux et de betteraves sucrières.



© KRISTA KOIV

Des résultats tangibles ont été atteints grâce à l'investissement dans cette approche alternative de la diversification agricole en Estonie et le transfert réussi de nouvelles technologies a créé plus de 20 emplois supplémentaires dans la région d'Ääsmäe. L'exploitation agricole peut offrir des emplois de meilleure qualité, ce qui représente une autre innovation importante sur le plan de la modernisation des compétences au sein de la main-d'œuvre locale.

À terme, l'exploitation maraîchère de Kadarbiku devrait produire jusqu'à 3 000 tonnes de bioéthanol chaque année grâce à l'utilisation des betteraves sucrières des régions avoisinantes et à l'augmentation de sa propre production. Ces développements viendront renforcer les avantages produits par l'aide apportée à cette forme avant-gardiste de valorisation des produits agricoles au titre de l'axe 1.

Non seulement la nouvelle installation de production de M. Pak aide à sauvegarder la compétitivité de son exploitation et celle de ses voisins, mais elle contribue aussi à atteindre des objectifs environnementaux globaux plus larges. Les effets bénéfiques majeurs fournis par la production de bioéthanol sont des gains d'efficacité résultant de l'utilisation de déchets végétaux pour alimenter le processus de production, tandis que les déchets provenant de l'installation de production de bioéthanol elle-même sont recyclés en aliments pour bétail.



Des techniques mobiles innovantes améliorent la compétitivité des exploitations agricoles allemandes

Les mesures d'innovation au titre de l'axe 1 visent à améliorer la compétitivité rurale. Cet objectif constitue une priorité politique particulière pour le secteur laitier de l'Europe dans le cadre de sa restructuration actuelle. Un moyen de renforcer la viabilité des exploitations laitières consiste à valoriser leurs produits de base, mais les coûts d'investissement impliqués dans cette activité de développement peuvent se révéler difficiles à financer par les petits agriculteurs. Une telle diversification présente également des risques qui peuvent se révéler très dissuasifs pour les agriculteurs. Ces préoccupations ont toutefois été surmontées par un projet innovateur dans le sud de l'Allemagne, qui prévoit des installations mobiles de fabrication de fromage pour les éleveurs de bétail laitier de la région de Chiemgau (Bavière). Bien que le projet ait été financé par le programme national allemand «Regionen Aktiv» et non par le biais d'un PDR, il illustre bien la façon dont l'innovation peut aider à valoriser des produits.

Étant donné qu'il s'agit d'une façon inédite de fabriquer du fromage, d'importants paramètres opérationnels étaient inconnus dans un premier temps, et l'appui offert par le gouvernement a permis de garantir la bonne adaptation de la technologie mobile aux conditions locales. Des solutions inventives ont été mises au point afin de surmonter les incertitudes quant à la question de savoir s'il fallait produire des fromages à pâte molle, à pâte dure ou à pâte pressée, comment alimenter le procédé, si l'installation devait être intégrée dans une remorque ou dans une camionnette. Des réponses à ces questions essentielles concernant les nouvelles utilisations appliquées aux techniques traditionnelles de fabrication de fromage ont été trouvées et le résultat est une remorque compacte personnalisée qui contient deux cuves à fromage alimentées au gaz. Celles-ci peuvent transformer

1 200 litres de lait et sont spécialisées dans la production tant de fromage à pâte dure traditionnel que de variétés à pâte plus molle convenant pour des emballages haut de gamme de produits en tranches (Schnittkäse).

Les agriculteurs de la région de Chiemgau ont réservé un accueil favorable aux possibilités de valorisation offertes par cette nouvelle installation de fabrication de fromage mobile peu coûteuse et à faible niveau de risque. La demande émanant du secteur laitier local ne cesse de croître et la nouvelle technologie a montré sa capacité à fonctionner en différents endroits, pour ainsi dire 24 heures sur 24 pendant 250 jours par an au minimum. La clientèle va des petits exploitants qui fabriquent des produits de niche en lots limités aux plus gros clients qui cherchent à transformer régulièrement d'importants volumes de lait en vue de la distribution de gros.

L'hygiène et la qualité sont étroitement surveillées et la conformité est facilitée par le fait qu'une grande partie des contrôles du lait cru a déjà lieu au sein même des exploitations laitières, ce qui aide à réduire la nécessité de procéder aux investissements coûteux que les fromageries classiques doivent supporter.

La force de cette innovation est sa simplicité, et une telle approche créative de l'amélioration de la compétitivité de l'exploitation laitière présente un intérêt pour de nombreux autres producteurs de l'Europe tout entière. De plus amples informations sur le projet peuvent être obtenues auprès du réseau rural national allemand (dvs@ble.de).



© STEPHAN SCHOLZ

Solutions novatrices et créatives de gestion de l'environnement

L'axe 2 de la politique du développement rural de l'UE traite des questions environnementales et d'aménagement du territoire dans le cadre des activités agricoles. L'innovation prend un sens différent dans ce cas, étant donné qu'elle est motivée par la sensibilisation accrue de la société à ces questions et la nécessité de rechercher en permanence des pratiques agricoles plus durables dans les régions rurales.

Le rôle de l'innovation dans la politique de développement rural de l'UE est souligné dans les orientations stratégiques de la Communauté pour le développement rural où il est fait référence à son «potentiel de produire des effets particulièrement positifs en répondant aux nouveaux défis que constituent le changement climatique, la production d'énergies renouvelables, les méthodes de gestion de l'eau plus durables et le fait de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité. On pourrait soutenir l'innovation dans ces domaines en encourageant le développement, l'adoption et l'application de technologies, de produits et de procédés pertinents» (décision 2009/61/CE du Conseil modifiant les orientations stratégiques de la Communauté pour le développement rural). Les principaux acteurs de ce processus sont les agriculteurs et les sylviculteurs. Le défi consiste à aller au-delà des exigences réglementaires en matière de bonnes pratiques, ce qui ouvre un large éventail d'options à expérimenter pouvant souvent conduire à des solutions innovantes.

L'axe 2 de la politique de développement rural de l'UE offre aux parties prenantes concernées différentes options de traitement des préoccupations environnementales notamment par le biais d'actions comme celles présentées ci-dessous :

- l'amélioration de la biodiversité par la conservation des formes de végétation riches en espèces ainsi que par la protection et la préservation des prairies et des formes extensives de production agricole;
- l'amélioration de la capacité de gestion de l'eau en ce qui concerne le maintien de la quantité et la préservation de la qualité;
- la contribution à la réduction des émissions de protoxyde d'azote (N₂O) et de méthane (CH₄);
- l'aide à la promotion de la séquestration du carbone.

L'aide à la recherche de solutions à des problèmes environnementaux tels que ceux précités a contribué à mettre en évidence les types d'actions encouragés par l'AECI; les acteurs du développement rural contribuent déjà, directement ou indirectement, à la

promotion de la créativité et de la capacité d'innovation dans ces domaines. Les contributions à ce processus au titre de l'axe 2 sont souvent associées à la découverte de nouvelles méthodes et de nouveaux procédés en vue d'améliorer l'état des campagnes, de protéger l'environnement et de répondre aux nouveaux enjeux mis en exergue par le bilan de santé de la politique agricole commune.

Les problèmes mis en évidence par le bilan de santé de la PAC relèvent des défis indiqués ci-dessus. Les solutions créatives visant à traiter les problèmes environnementaux ou ceux associés au climat dans les zones rurales sont motivées par la sensibilisation accrue des populations aux menaces très concrètes liées à la durabilité des ressources locales. L'effort d'innovation revêt dans ces conditions un caractère particulièrement urgent et en fait un effort collectif visant à contribuer à la fourniture de biens publics de première importance.

Prospection d'idées innovantes

L'axe 2 peut être utilisé pour soutenir la prospection d'idées innovantes dans le but de sauvegarder l'environnement de l'UE et de promouvoir les biens publics. De nouvelles méthodes de gestion de l'environnement offrent des perspectives pour une telle innovation et, comme l'explique Cluny Keenleyside, chercheur à l'Institute for European Environmental Policy, au Royaume-Uni, «pourraient se traduire par l'adaptation d'une méthode de pâturage éprouvée à d'autres systèmes d'exploitation ou l'adoption d'une approche de gestion des forêts adaptée au milieu qui tienne compte des effets à long terme du changement climatique. Un point commun à toutes les innovations de l'axe 2 est celui de mettre au point des solutions durables

de gestion de l'environnement pour nos milieux ruraux».

Facteurs de réussite

Les principaux facteurs de réussite en matière d'optimisation de la créativité et de l'innovation pour les réalisations de l'axe 2 sont relevés par Pille Koorberg, du Centre de recherche agricole estonien, selon qui «l'innovation ne se produit pas dans le vide, une bonne communication entre pairs bien informés facilitant souvent la prospection d'idées. Le RE DR offre ce genre de plate-forme de communication et, de mon côté, je participe à un groupe de travail thématique du RE DR qui recherche de nouvelles idées en rapport avec la façon dont l'agriculture fournit des biens publics comme la biodiversité et autres avantages environnementaux».

D'autres facteurs de réussite sont la capacité de l'axe 2 à soutenir des processus de développement rural innovateurs qui se traduisent par de nouvelles formes de collaboration entre agriculteurs et sylviculteurs dans le cadre d'actions de groupe coordonnées. Un élément tout aussi important est la mise au point d'un nouveau savoir sur la façon de mieux utiliser les mesures de l'axe 2. Les connaissances acquises dans le cadre de ces mesures et d'autres mesures prévues par l'axe 2 peuvent avoir une importante valeur en termes de transférabilité, ce qui suppose la prise en compte des enseignements tirés tant des échecs que des réussites.

Certains de ces facteurs de succès sont décrits dans les études de cas suivantes qui donnent une image immédiate de la façon dont les acteurs agissant suivant l'axe 2 mettent en pratique l'innovation et la prospection d'idées.

« S'il ne vous arrive jamais d'échouer, c'est le signe que vous ne faites rien de très novateur. »

Woody Allen,
metteur en scène et écrivain



Approches coopératives novatrices de l'action agroenvironnementale aux Pays-Bas

Dans le développement rural, on peut faire preuve d'innovation en recherchant de nouvelles façons de travailler. La coopération entre parties prenantes se révèle souvent bénéfique et peut créer de multiples synergies que des personnes isolées ne seraient pas en mesure de créer en travaillant seules. Un bon exemple de coopération innovatrice nous vient des Pays-Bas où des coopératives environnementales adoptent des approches novatrices en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures agroenvironnementales.

Aux Pays-Bas, les coopératives environnementales sont des modèles uniques en leur genre, même si un intérêt pour le modèle néerlandais semble se dessiner dans d'autres États membres où il est perçu comme une nouvelle façon d'aider les secteurs agricole et forestier à travailler ensemble de façon positive à la protection de l'environnement.

Les coopératives tendent à couvrir une zone unifiée unique et à coordonner leurs actions de gestion de l'environnement à un niveau territorial. Une telle approche peut englober de nombreux propriétaires fonciers, souvent voisins, ce qui est important étant donné que les habitats de la faune sauvage s'étendent généralement sur des parcelles appartenant à des personnes différentes. Les tâches coordonnées par les coopératives portent notamment sur la protection des espèces, le maintien de la qualité de l'eau et la gestion du paysage.

Actuellement, 125 coopératives environnementales, constituées de représentants du secteur agricole, du secteur forestier et d'autres secteurs ruraux, fonctionnent aux Pays-Bas. Des études ont confirmé l'efficacité de leurs approches conjointes des pratiques d'utilisation durable des sols, ce qui a été reconnu par un programme agroenvironnemental gouvernemental (Programma Beheer) qui prévoit des aides spéciales pour soutenir des actions agroenvironnementales collaboratives financées par des ressources nationales. Celles-ci sont conçues pour apporter une valeur ajoutée aux paiements

du régime agroenvironnemental général de l'UE qui restent concentrés sur l'indemnisation des agriculteurs individuels pour la perte de revenus subie et qui ne sont dès lors pas spécifiquement conçus pour encourager des approches coopératives.

Un accord novateur qui permet aux coopératives de percevoir une rémunération pour les conseils dispensés aux membres sur la mise en œuvre d'actions agroenvironnementales appropriées est en place. L'affiliation auprès des coopératives permet également d'accéder à des contrats agroenvironnementaux financés à partir de fonds publics nationaux, comme le montre l'illustration 1. Les agriculteurs peuvent décider d'utiliser une partie des indemnités compensatrices qu'ils reçoivent de l'UE pour financer les coûts d'affiliation à la coopérative.

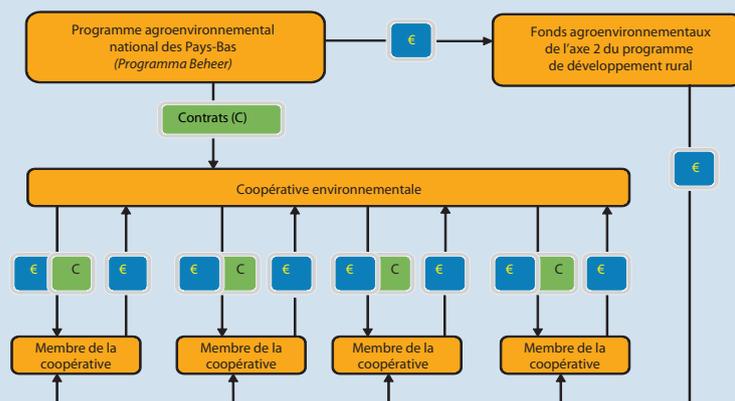
Les coopératives environnementales entretiennent également de bonnes relations de travail avec les autorités gouvernementales locales et ont conclu divers contrats de protection de la nature ou de protection de l'environnement avec des municipalités et des autorités de gestion de l'eau. Ces approches innovantes en matière de génération de revenus contribuent à soutenir et développer les activités coopératives. Certaines coopératives ont même uni leurs forces et ont fusionné pour former des coopératives environnementales à plus grande échelle. Tel est notamment le cas de la coopérative environnementale Noardlike Fryske Wâlden.

Constituée au départ de six petites coopératives environnementales et associations agricoles, la nouvelle organisation couvre une zone de 50 000 ha et regroupe un

millier d'exploitations agricoles. La coopérative a pour objectif principal d'augmenter chez ses membres l'adoption de méthodes durables de gestion des terres dans leur région par des approches territoriales et collectives visant à résoudre les problèmes environnementaux. Les principales innovations incluent différentes méthodes d'utilisation du fumier et la production collective d'énergie verte. La biodiversité profite du grand nombre de participants qui mettent en œuvre l'action agroenvironnementale coordonnée et le point de vue stratégique de la coopérative facilite également la gestion efficace du paysage. Cela permet en outre de soutenir l'économie régionale en améliorant les installations récréatives au profit des touristes et contribue également à la qualité de vie des habitants.

En plus des avantages environnementaux susmentionnés obtenus grâce à des approches concertées comme celles dont font preuve les membres de Noardlike Fryske Wâlden, les modèles néerlandais de coopérative environnementale offrent également un nombre d'autres avantages utiles. Parmi ceux-ci figurent des coûts d'administration moins élevés pour les gouvernements, étant donné que des régimes nationaux peuvent avoir pour bénéficiaires une coopérative unique plutôt qu'une série de propriétaires fonciers. Ce système permet également d'assurer un contrôle des mesures agroenvironnementales moins onéreux. Les coopératives offrent par ailleurs aussi au gouvernement la possibilité d'avoir un seul interlocuteur pour la diffusion d'informations à un grand nombre de parties prenantes.

Illustration 1 — Modèle néerlandais de coopérative environnementale





© ALMENLAND REGION ENTWICKLUNAS GMBH

Créer de nouvelles solutions pour évaluer les mesures au titre de l'axe 2 en Autriche

L'évaluation des mesures agroenvironnementales peut également représenter une source d'innovation. Jusqu'ici, les approches en matière d'évaluation se sont efforcées de déterminer l'incidence des mesures agroenvironnementales sur la préservation ou l'amélioration de la diversité des espèces et des habitats.

De nouveaux indicateurs de suivi, tels que les indicateurs de haute valeur naturelle (HVN) des terres agricoles, introduits pour les programmes 2007-2013, cherchent à s'inspirer d'une telle expérience d'évaluation. Ces indicateurs exigent des États membres qu'ils trouvent de nouvelles solutions pour évaluer avec une plus grande précision l'impact des actions agroenvironnementales. L'expérience de l'Autriche fournit un aperçu intéressant sur les innovations en cours dans ce domaine.

Près de 75 % des exploitations agricoles autrichiennes participent au programme agroenvironnemental national qui couvre environ 85 % de la surface à usage agricole. Il s'agit de l'un des taux de participation les plus élevés de l'UE et il est devenu extrêmement important de disposer d'approches d'évaluation efficaces. Des systèmes novateurs ont été mis en place afin de cartographier tous les changements concernant les ressources HVN de l'Autriche.

Ces systèmes sont fondés sur un nouvel ensemble de données à l'échelon national concernant la répartition des types d'habitat menacés qui dépendent de l'usage extensif des terres agricoles. Les informations relatives à l'habitat sont complétées par les données recueillies sur les espèces d'oiseaux présentes sur les terres agricoles, étant donné que celles-ci sont de plus en plus souvent utilisées comme indicateur pour mesurer l'évolution de la biodiversité dans les zones agricoles. La combinaison des deux jeux de données met à la disposition des autorités autrichiennes des données de base qui leur permettent de connaître la superficie de terres agricoles à HVN potentielles qui existe au niveau régional. Une analyse plus détaillée est en

cours d'élaboration dans le but d'organiser cette information à l'échelle du territoire par opposition à l'information à l'échelle de l'exploitation grâce à des paramètres de gestion tels que les unités de bétail par hectare (UB/ha) et l'usage extensif des prairies.

La mise au point de cette nouvelle stratégie de l'Autriche fournit un mécanisme novateur de suivi des terres agricoles à HVN, étant donné que les tendances observées pour cet indicateur de biodiversité peuvent désormais être mesurées en partie par l'analyse des données disponibles de la base de données SIGC (système intégré de gestion et de contrôle). Le modèle autrichien reconnaît également que des données additionnelles issues d'autres sources aident à renforcer la précision de cette approche basée sur le système d'exploitation agricole pour définir et mesurer les terres agricoles à HVN.

La méthode d'évaluation agroenvironnementale autrichienne compte d'autres aspects novateurs comme la création d'un réseau pour l'évaluation de la biodiversité. Ce réseau est constitué de 600 placettes d'échantillonnage réparties sur l'ensemble du territoire autrichien. Certains des sites intègrent des points de mesure anciens (qui contiennent des archives utiles de données reliées à de précédents projets), tandis que d'autres sites d'échantillonnage sont nouveaux. Leur but est notamment d'étendre l'analyse des espèces d'oiseaux autrichiennes associées à la terre agricole dans les zones montagneuses à une nouvelle série de sites de contrôle situés à plus de 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Toute évaluation de la biodiversité durant la période de programmation en cours utilisera ce nouveau réseau national de placettes d'échantillonnage. Les résultats de l'innovation fournissent un système d'échantillonnage plus harmonisé à travers l'Autriche et présentent une image plus détaillée des tendances de la biodiversité suivies dans le temps. Ces informations devraient se révéler très précieuses pour aider à gérer la mise en œuvre des PDR et pour connaître leurs impacts.

Créativité et innovation au service de la diversification rurale et de la qualité de vie

Des communautés rurales viables où il fait bon vivre et travailler dans des conditions modernes comptent de plus en plus sur la diversification de l'économie rurale et l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble de la population rurale, y compris bien sûr celle des agriculteurs et de leur famille. La créativité et l'innovation sont des facteurs indispensables pour parvenir à des normes modernes en matière de service et de revenu, étant donné que les solutions urbaines ne peuvent pas toujours être importées sans adaptations au contexte rural. L'axe 3 de la politique de développement rural de l'UE offre des opportunités différenciées pour aider les communautés rurales à trouver leur propre voie vers des formes modernes de durabilité.

Certaines des priorités clés de l'AECI qui s'appliquaient aux zones rurales, telles que les concepts de «compétence numérique», «apprendre à apprendre», «compétences sociales et civiques», «esprit d'initiative et d'entreprise» et «développement d'une conscience et d'une expression culturelles», continuent à être couvertes par les actions des programmes de développement rural au titre de l'axe 3. Les activités de formation pour les besoins spécifiques des zones rurales et la promotion de l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier dans les régions éloignées, ont stimulé le tourisme rural, le commerce électronique, de nouvelles formes d'esprit d'entreprise et de nouveaux produits, services et procédés. La diversification de l'économie et les services modernes aident non seulement à retenir les populations rurales et à éviter l'exode, mais ont souvent attiré de nouveaux habitants en offrant de nouveaux styles de vie et des environnements «verts».

Dans ce cas, l'innovation implique la combinaison de savoir-faire locaux, d'anciens modes de fabrication ou de production comme dans les produits typiques ou les métiers artisanaux, et d'une connaissance plus officielle et codifiée, adaptée aux consommateurs et aux marchés modernes. La coopération, l'expérimentation, la codification des pratiques, le transfert de connaissances et la formation sont indispensables pour y parvenir sans perdre le caractère individuel du produit ou du procédé. Des ressources sont disponibles au titre de l'axe 3 afin d'aider à soutenir ces idées novatrices et à renforcer la viabilité à long terme des communautés.

De nouvelles idées

Il est nécessaire, pour diversifier l'économie rurale et fournir des services modernes, d'être capable de générer de nouvelles idées et de les appliquer au milieu rural. Des idées novatrices peuvent être générées en mobilisant différemment les atouts des zones rurales, c'est-à-dire leurs habitants, leur environnement, leur culture et leur patrimoine. C'est là que la créativité apparaît indispensable, car les aptitudes et les compétences qui sont largement

dispersées au sein de la population requièrent une coopération entre les acteurs ruraux impliqués dans des projets locaux et des capacités pour transférer les résultats innovateurs.

Les procédés de développement liés à la création et à la mise en œuvre de nouvelles idées revêtent de nombreuses formes et comprennent l'adaptation régulière d'approches éprouvées à de nouvelles situations. Les résultats de ces actions innovantes peuvent avoir des incidences importantes sur le plan local, telles que celles observées dans la précédente étude de cas au titre de l'axe 1, et les méthodologies d'adaptation restent également très importantes pour les projets de l'axe 3.

Les régimes de transfert des connaissances aident à faciliter ce type d'innovation rurale qui résulte souvent de projets de coopération entre régions ou États membres. Les groupes d'action locale sont bien placés pour relever ce défi et utiliser les fonds de l'axe 4 à travers la mesure 421 pour trouver les idées d'une région qui pourraient être adaptées et appliquées dans d'autres circonstances en tant que nouvelles possibilités de l'axe 3.

Parmi les priorités en termes d'innovation figure la fourniture de produits et de services de qualité aux zones rurales peu peuplées ou éloignées dans lesquelles les technologies permettant de réaliser des économies d'échelle se sont révélées inappropriées. À l'inverse, les problèmes créés par la «rurbanisation» (urbanisation des zones rurales proches des villes) sont spécifiques à ces régions, comme les déplacements domicile-travail ou l'offre de structures d'accueil pour les visiteurs des villes.

Expérience de l'innovation rurale

D'anciens programmes ont permis d'acquies une expérience dans l'amélioration de la fourniture des services essentiels tels que la garde d'enfants ou l'offre de formations qui favorisent la participation au marché du travail ou le développement d'infrastructures touristiques qui valorisent les ressources environnementales locales et aident à diversifier les activités locales. Leader et d'autres programmes de développement rural ont montré par les résultats obtenus que les communautés rurales possèdent un potentiel d'innovation considérable.

Les communautés, les entreprises, les GAL et les autres parties prenantes rurales peuvent se fonder sur la très grande expérience disponible dans le domaine de l'innovation rurale, et l'éventail complet de mesures de l'axe 3 peut être utilisé pour leur venir en aide. Des exemples d'innovation et de créativité tirés des zones rurales en Irlande et en Pologne sont présentés dans les deux études de cas ci-après. Elles font ressortir les synergies qui peuvent être créées par la mise en réseau d'un grand nombre d'acteurs économiques locaux, ainsi que les avantages résultant d'une pensée créative liés au transfert de modèles d'économie sociale éprouvés entre des États membres aux contextes de développement rural différents.

« **L'innovation est un facteur essentiel de la politique de développement rural finlandaise. Nous devons promouvoir de nouvelles idées et activités en dehors des idées et activités traditionnelles de manière à pouvoir disposer de nouvelles sources de revenus dans les zones rurales.** »

Pentti Malinen,
expert en développement rural
du consortium des universités finlandaises



Le pôle «Innovation» Leader dans la région du West Cork (Irlande)

Le West Cork est une région située à l'extrême sud-ouest de l'Irlande. Elle se caractérise par ses paysages variés, notamment son littoral spectaculaire, son riche patrimoine culturel et ses villes et villages attrayants et vibrant d'activité. En plus de son image forte, le West Cork jouit d'une culture d'indépendance dont il peut être fier et dispose de solides partenariats, réseaux et associations locaux qui ont été soutenus par des politiques et initiatives de développement rural successives. Les problèmes de ce comté sont l'isolement géographique par rapport aux grands marchés, les infrastructures physiques inadaptées, sa dépendance excessive de l'agriculture et du secteur de la construction et la faible dispersion géographique de son activité économique.

Le pôle «Innovation» fait partie intégrante du plan stratégique Leader 2007-2013 du West Cork. Le type d'aide proposé par l'axe 3 sera disponible (par l'intermédiaire de l'axe 4) pour faciliter cette intervention stratégique qui couvre le secteur marchand et non-marchand en reliant l'un à l'autre de manière cohérente. Il encourage également les objectifs sociaux et économiques liés à des améliorations de la qualité de vie et à la création de marques régionales.

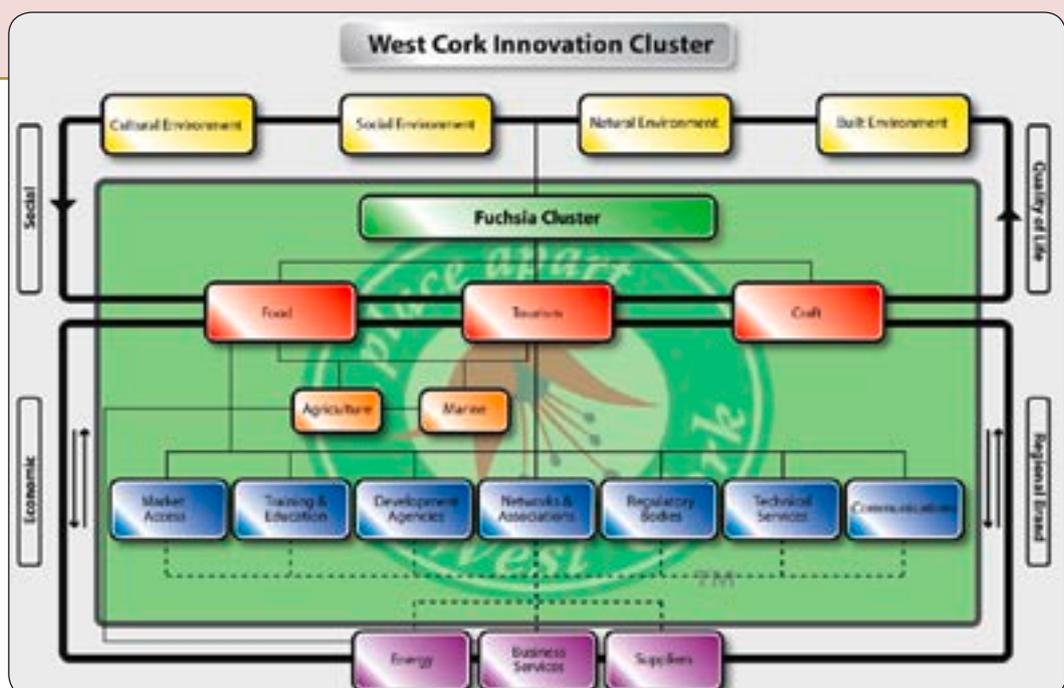
Le pôle se concentre sur les principaux secteurs économiques qui ont un potentiel de diversification (agroalimentaire, tourisme, artisanat, etc.) ainsi que sur les types d'activités et de processus de développement (commercialisation, formation et éducation, agences de développement, réseaux et associations, etc.). Il se fonde sur des initiatives antérieures, en particulier sur l'initiative «West Cork Fuchsia Brand».

Il s'agit d'un réseau composé de 160 entreprises de qualité (ayant obtenu un label de qualité) dans les secteurs de l'alimentation, du tourisme, de l'artisanat et d'autres secteurs (agriculture, pêche, vente au détail), qui a été lancé commercialement en 1998.

Les types d'activités soutenues par le pôle au cours de la période du programme 2007-2013 sont: le développement d'un nouveau programme intitulé «Energy From Farms» qui inclut les biocarburants, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie hydraulique et l'énergie thermique; le pilotage et l'évaluation de nouvelles activités de commercialisation et de promotion de la marque Fuchsia; le soutien au développement de projets de diversification entre les participants qui ont obtenu la marque Fuchsia dans le domaine du tourisme gastronomique, de l'artisanat et des loisirs; l'activité de conseil et la formation, y compris pour les entreprises engagées dans les arts créatifs et la production de médias numériques; un programme de formation à la compétitivité pour les entreprises locales, développé en association avec l'University College Cork; le soutien aux réseaux stratégiques et aux groupes de producteurs dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, du tourisme et de la production énergétique.

La marque Fuchsia et ses activités connexes ont généré 106 millions d'euros dont 69 millions sont restés dans la région, soutenant 1 131 emplois-équivalents temps plein créés au niveau local en 2005. Il s'agit d'un modèle où la réussite génère la réussite, créant une culture de l'innovation grâce à la masse critique d'activités créée au fil du temps.

Voir www.fuchsiabrands.com pour plus d'informations.





L'entreprise sociale «HORYZONTY ITD» dans le village de Lanckorona (Pologne)

Les entreprises sociales constituent des leviers pour l'amorce de développements ruraux innovateurs, en particulier en rapport avec la qualité de vie et la diversification économique. Les entreprises sociales fonctionnent généralement là où les entreprises commerciales échouent, l'innovation constituant dès lors un élément central de leur capacité de survie. Cela s'applique non seulement aux modalités innovantes par lesquelles les entreprises sociales fournissent des produits et des services, mais aussi aux types de produits et de services concernés, uniques en leur genre. Les domaines d'action communs aux entreprises sociales dans les zones rurales couvrent l'aide à l'insertion des chômeurs dans le marché du travail, la réduction des disparités dans la fourniture de services sociaux, l'encouragement de nouvelles formes institutionnelles et le développement de la société civile.

Si certains États membres ont développé toute une série de modèles d'entreprise sociale, chez d'autres, le concept d'entreprise sociale reste relativement rare. Cela est dû à diverses raisons, notamment aux mauvais souvenirs laissés par les approches collectivistes de développement rural qui ont été imposées dans certains pays sous des systèmes d'aide soviétiques antérieurs. D'autres problèmes sont liés à un manque de compréhension du concept ou à des facteurs politiques, juridiques et culturels incluant la méfiance envers cette forme d'organisation. Ces tendances sont toutefois en train de changer dans des pays tels que la Pologne, où l'efficacité des approches de l'entreprise sociale commence à être appréciée par un public plus large, ce qui contribue à renforcer l'intérêt pour leurs capacités de développement rural innovantes.

HORYZONTY ITD constitue un exemple d'entreprise sociale rurale performante. Elle a été créée durant la phase préparatoire de l'adhésion à l'UE en tant qu'antenne d'une association écologique et culturelle exploitant le projet de patrimoine rural «La route



de l'ambre». Fondée à Lanckorona, un village situé près de Cracovie, à l'initiative de la population locale, cette entreprise sociale vise à développer le potentiel économique et social lié au patrimoine culturel local et aux ressources naturelles de la région. Elle participe activement à la recherche de nouveaux moyens de création d'emplois pour les jeunes qui généralement se rendent quotidiennement à Cracovie ou dans d'autres villes voisines pour leur travail.

HORYZONTY ITD est la structure entrepreneuriale qui chapeaute l'association. Conformément à la stratégie de développement rural préconisée dans le cadre de l'axe 3, elle se concentre sur le renforcement du lien avec la culture et les traditions du territoire à travers une diversité d'activités liées entre elles. Elle entreprend la promotion du tourisme sur «La route de l'ambre» (en collaboration avec d'autres agences de tourisme en Hongrie et en Slovaquie), exploite un magasin qui vend des produits locaux (artisanat), gère un pub et un restaurant, organise l'éducation à l'environnement, notamment sous la forme d'ateliers (poterie, histoire, travaux manuels) et des événements touristiques, notamment des visites d'étude, des conférences et des festivals locaux. L'activité touristique est basée sur la préservation du patrimoine local et le respect de l'environnement avec des activités centrées sur l'écomusée de Lanckorona.

L'entreprise emploie aujourd'hui sept personnes qui apprécient de pouvoir travailler dans leur région. Le projet se fonde sur l'expérience acquise lors de précédents projets financés par l'UE, notamment le projet Equal «L'économie sociale sur la route de l'ambre» et «Greenways, produit local». La création d'emplois fondée sur la mise en valeur du patrimoine d'un village négligé constitue un grand défi. La participation de dirigeants locaux très déterminés et l'exploitation de l'expérience acquise dans le cadre de projets antérieurs ont été d'importants facteurs de réussite pour ce projet novateur de la Pologne rurale.

Stratégies et programmes locaux novateurs de développement

L'innovation et la créativité, qui comptent depuis le début parmi les objectifs de l'initiative communautaire Leader, sont désormais intégrées dans les programmes de développement rural du fait de leur application potentielle aux trois axes thématiques de la politique de développement rural de l'UE. L'élément novateur de l'approche Leader repose à la fois sur la méthode suivie pour concevoir et mettre en œuvre la politique rurale et sur les actions soutenues sur le terrain.

L'Année européenne de la créativité et de l'innovation a souligné l'importance de l'esprit d'entreprise, du développement durable et des stratégies locales de développement. Ces concepts ont été très importants pour de nombreuses communautés rurales des États membres de l'UE qui ont appris à utiliser l'approche Leader, en particulier lorsqu'il s'agit de relever le défi lié à l'évolution du rôle de l'agriculture dans les campagnes, aux problèmes environnementaux tels que le changement climatique, à la diversification de l'économie, à l'amélioration de la qualité de vie et à la réponse efficace aux menaces liées à la crise financière mondiale.

Groupes d'action locale et stratégies locales de développement

Pour les groupes d'action locale Leader, l'innovation compte parmi les principaux objectifs depuis le début des années 90. Lors de sa réunion de novembre 2009, le sous-comité Leader du réseau européen de développement rural a confirmé la place privilégiée conférée à l'innovation. Cela a été facilité par le fait que les GAL ont la possibilité de choisir les actions qu'ils envisagent d'entreprendre pour appliquer leurs stratégies locales de développement soit en partant des mesures standard, soit en formulant de nouvelles opérations, pour autant que celles-ci contribuent à la réalisation des objectifs de l'un des axes thématiques.

Le rôle principal des GAL est de regrouper différents acteurs ruraux, puis de dégager un consensus sur les priorités en matière d'actions collectives. Compte tenu de leur implantation dans de petites zones rurales où la majorité des personnes se connaissent, la participation au processus décisionnel n'est pas perçue comme un exercice bureaucratique, mais bien plutôt comme la possibilité de «donner son avis». Les GAL donnent à l'innovation une interprétation fort simple et directe: expérimenter des interventions qui n'ont pas été mises en œuvre dans la région. Ce faisant, ils se laissent guider par une vision globale du développement, ce qui implique que les actions sélectionnées ne peuvent pas être mises en œuvre dans n'importe quel secteur et doivent être liées entre elles dans le cadre d'une stratégie globale applicable à la région.

Trouver des idées d'action innovantes suppose l'analyse des besoins locaux et leur classement par ordre de priorité, suivis de la recherche de bonnes pratiques qui ont déjà été expérimentées ailleurs. Le travail en réseau et la coopération ont un rôle clé en facilitant le transfert des connaissances entre GAL, la comparaison des différentes méthodes d'aborder un problème commun et l'introduction de nouvelles solutions adaptées au contexte local.

La coopération transnationale et interterritoriale a constitué une importante plate-forme d'échange qui a accéléré la diffusion de pratiques innovantes. Commentant un projet dans lequel des industries créatives travaillent avec des partenaires en Irlande et en Suède, Catherine Ryan, du GAL FLAG d'Irlande du Nord, a souligné que «la coopération transnationale est un mélange de travail en partenariat et d'innovation. Elle consiste à échanger des informations et à mettre les ressources et les savoir-faire en commun».

Innovation et participation de nouvelles parties prenantes

L'intégration de Leader dans les programmes de développement rural s'est traduite par l'extension des partenariats à un plus grand nombre de secteurs et de parties prenantes, parfois impliqués pour la première fois (agriculteurs et organisations agricoles, organisations environnementales et entreprises rurales). Cela offre aux communautés la possibilité d'aborder les problèmes locaux d'une manière plus globale.

Comme l'indique Carol Flux, le directeur du GAL Isle of Wight, dans le sud-est de l'Angleterre, «les défis auxquels les zones rurales de l'Angleterre du Sud-Est sont confrontées concernent l'environnement et le paysage, l'agriculture et l'économie au sens large. Il est dès lors très important, pour éviter que des projets intégrés et véritablement innovateurs n'échouent, que l'approche Leader soit appliquée de manière transversale aux trois autres axes».

Défis et solutions

L'innovation s'accompagne bien sûr de difficultés. Il peut être difficile d'amener de nouvelles parties prenantes à adhérer à l'idée de partenariat. Cette difficulté a été mise en évidence lors d'un atelier organisé par le réseau rural national allemand en 2009. Pour réussir, il est essentiel que les parties prenantes et les communautés locales s'approprient les approches novatrices et créatives. Les solutions ne doivent pas être imposées de l'extérieur et requièrent donc une approche participative systématique et le développement des capacités comme le montrent les deux études de cas suivantes.

« L'innovation, c'est un produit, un service ou un processus nouveaux pour une communauté locale donnée, plus à même de répondre aux besoins de ladite communauté et de soutenir le développement durable. »

Valdis Kudins,
Forum rural letton



Des solutions de développement décentralisées pour des communautés rurales dispersées au Royaume-Uni

Dans le cadre de Leader, l'innovation peut signifier l'application de solutions taillées sur mesure pour répondre aux besoins de développement spécifiques de différentes régions rurales. Cette technique est bien illustrée par le GAL Highland du Royaume-Uni qui a adopté des structures opérationnelles innovantes pour garantir une approche privilégiant les initiatives issues de la base dans des communautés rurales dispersées.

Couvrant la région montagneuse du nord de l'Écosse, la stratégie de développement du GAL Highland concerne près de 146 000 habitants répartis sur 23 000 km² d'une partie des terres les plus périphériques et les moins densément peuplées d'Europe. Le territoire couvert par ce GAL étant plus grand que la moyenne, une approche de développement innovante consistant à déléguer les pouvoirs décisionnels à la communauté locale a été retenue en l'espèce. L'approche du GAL Highland est fondée sur un réseau de onze groupes de développement rural plus petits baptisés partenariats locaux d'action (PLA).

Les membres des PLA reflètent les structures traditionnelles des GAL et incluent des représentants des secteurs sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que des groupes prioritaires tels que des jeunes et des femmes. Les PLA contrôlent leurs propres dotations budgétaires et font régulièrement rapport au GAL Highland.

Au niveau local, les priorités de développement des PLA sont définies dans leurs propres plans communautaires. Le dernier

de ces plans de PLA a été achevé en mai 2009 et tous les PLA soutiennent activement aujourd'hui des projets qui voient le jour dans leur région locale.

Les projets et plans communautaires des PLA alimentent et complètent la stratégie globale de développement territorial du GAL Highland. Les PLA travaillent directement avec des projets locaux au sein de communautés rurales dispersées, tandis que le rôle du GAL se concentre davantage sur la coordination des résultats des PLA et l'administration du contrôle global à un niveau stratégique.

Une deuxième innovation clé concernant le budget du GAL vient renforcer l'efficacité de l'approche novatrice adoptée par le GAL pour mettre en œuvre sa stratégie de développement. Ce budget s'élève à quelque 6,76 millions de livres sterling (soit environ 7,6 millions d'euros) cofinancés au titre de l'axe 4, auxquels s'ajoutent 7,5 millions de livres sterling (environ 8,5 millions d'euros) provenant d'aides communautaires au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) (financé par le programme 2007-2013 dans le cadre de l'objectif «Convergence» en faveur de l'Écosse).

Ce mélange d'aides de l'UE dans des régions rurales se traduit par des synergies opérationnelles au niveau stratégique et fournit aux communautés locales et aux entreprises un point d'accès unique plus convivial pour le financement des projets.

De plus amples informations sur le programme Leader Highland sont accessibles à l'adresse www.highlandleader.com



© TRANSCOTLAND.COM



Des fermes ouvertes en France facilitent les bonnes relations entre acteurs ruraux

L'un des objectifs sous-jacents de l'axe 4 est la réalisation de l'intégration effective du secteur agricole de l'Europe dans les activités générales des GAL. La participation de nouveaux partenaires doit déboucher sur des approches innovantes qui aident à mieux coordonner l'éventail complet des intérêts sociaux, économiques et environnementaux dans le cadre des opérations locales de développement rural.

La France dispose d'une expérience intéressante en la matière, notamment d'initiatives politiques innovantes telles que les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) qui avaient pour but de réorienter l'agriculture française vers une approche plus large et multisectorielle. Les modèles de CTE originaux ont été progressivement actualisés et, aujourd'hui, les GAL Leader sélectionnés pour la période de 2007-2013 soutiennent des perspectives similaires concernant le développement d'économies rurales qui incluent également des priorités environnementales et sociales.

Un exemple intéressant du soutien offert par les GAL français en faveur de cette approche est constitué par le «Réseau des fermes



© RÉSEAU DE FERMES OUVERTES EN PÉRIGORD

ouvertes». Établi en Dordogne et soutenu par le GAL Périgord, ce projet réussi aide les agriculteurs à faire connaître aux villageois et aux ruraux en général leurs importantes contributions au développement rural. L'objectif global est de faciliter et de créer de bonnes relations entre les agriculteurs et les autres acteurs ruraux.

Des résultats probants ont été enregistrés dans ces domaines et le réseau continue à promouvoir des actions innovatrices qui enseignent aux agriculteurs la façon de bien communiquer avec les visiteurs. Une autre idée novatrice a conduit à l'organisation d'une série d'événements culturels dans les fermes, tandis que quatre programmes distincts d'activités nouvelles pour les visiteurs du Réseau des fermes ouvertes du Périgord ont vu le jour pendant l'été 2009.

De plus amples informations sur le projet sont disponibles à l'adresse www.fermesouvertesenperigord.com.

Citoyens ruraux

L'innovation dans le développement rural s'appuie fortement sur les compétences, la motivation et les idées de la population rurale. Elle est également perçue et interprétée différemment par les habitants établis de longue date et ceux établis à une date plus récente. Les articles présentés ci-après font la lumière sur la façon dont l'innovation est perçue par différents spécialistes du développement rural.





© SABINE WEIZENEGGER

L'innovation en Allgäu (Allemagne): une région qui encourage ses pionniers

Dans l'extrême sud de l'Allemagne, en Allgäu, quatre régions Leader recherchent activement des personnes capables de proposer des idées novatrices. Un concours d'idées, accompagné de la recherche active de «pionniers régionaux», a aidé à promouvoir le développement ciblé d'innovations en Allgäu.

L'approche Leader, qui couvre quatre zones GAL de la région d'Allgäu, en Bavière, a inclus l'organisation d'un «concours d'idées» visant à stimuler de nouveaux projets de développement rural. Le titre de «pionnier régional» est décerné aux lauréats du concours. Au terme de la première édition de ce projet réussi, plus de 250 participations ont été enregistrées et 18 projets ont été retenus. Plusieurs idées de projet de ces pionniers ont été intégrées par la suite dans les stratégies de développement des GAL et les habitants de la région d'Allgäu sont très fiers de leurs pionniers.

Quatre GAL ont organisé une deuxième édition de ce concours d'idées à la recherche

de nouveaux pionniers en 2009. Les organisateurs ont recherché en particulier des personnes désireuses de participer activement avec leurs projets innovateurs au changement social et de contribuer ainsi à faire de leur région un lieu aux multiples facettes où il fait bon vivre.

Sabine Weizenegger est l'administratrice de l'un des GAL impliqués dans le projet «Pionniers régionaux». Le GAL Oberallgäu qu'elle dirige est un grand défenseur de cette idée de désignation de pionniers régionaux. Selon Sabine Weizenegger, les approches axées sur les agents du changement, qu'elle a expérimentées et apprises à apprécier en Afrique où elle a travaillé avant d'accepter l'emploi qu'elle occupe actuellement en

Allgäu, constituent un élément essentiel du développement régional adapté au futur. Sabine Weizenegger estime que les approches ascendantes telles que la «participation civique» en Europe sont assimilables aux programmes d'aide internationale qui encouragent les stratégies consistant à «aider les personnes à se prendre en charge» dans les pays en développement. Les deux concepts sont, selon elle, fondamentalement identiques, étant donné qu'ils se concentrent tous deux sur les besoins et les capacités des populations locales, de la base au sommet.

Pourriez-vous expliquer en quelques mots comment et pour quelles raisons le projet «Pionniers régionaux» a vu le jour?

Notre projet «Pionniers régionaux» a pour origine une association établie à Munich, Anstiftung & Ertomis. L'idée nous a été présentée pour la première fois en 2006 par l'un de nos partenaires dans la région, le Centre d'autoapprovisionnement de l'Allgäu. L'approche nous a vivement intéressés depuis le tout début, car il s'agissait d'une façon relativement simple d'en savoir plus sur toutes les initiatives dont vous n'entendez jamais parler et de rencontrer les nombreuses personnes innovantes et créatives qui ne disposaient pas d'un réseau d'échange. Avec le projet «Pionniers régionaux», nous disposons d'un moyen direct pour y remédier.

Comment se déroule en pratique la recherche actuelle de pionniers?

En 2009, la recherche de pionniers a revêtu la forme d'un appel général à propositions dans le cadre duquel des pionniers pouvaient se faire désigner ou se désignaient eux-mêmes. Les catégories étaient les suivantes: 1) réseaux sociaux et bénévolat; 2) commerce et agriculture; 3) éducation et culture; 4) vivre et travailler; 5) qualité de vie et loisirs; 6) nature et environnement.

Un jury sélectionne les meilleures idées des pionniers et les lauréats sont présentés à l'occasion du Kempodium qui se tient à Kempten plus tard dans l'année. Les candidats retenus sont également présentés en ligne sur le site www.anstiftung-ertomis.de. C'est un peu comme une interview télévisée ou une discussion de groupe, mis à part qu'il ne s'agit pas vraiment d'un débat, mais plutôt d'une tribune qui permet aux pionniers de présenter leur concept en répondant aux questions posées par les personnes présentes et où les intéressés apprennent à se connaître.

Un objectif central de votre projet est de mettre les personnes ayant des idées novatrices à l'avant-plan et de sensibiliser la population au thème de l'innovation. Qu'est-ce que l'innovation pour vous personnellement?

Il n'est pas facile de trouver le bon étalon pour évaluer l'innovation, car ce qui représente la norme dans une région peut être considéré comme une innovation dans une autre région. Il est important que l'innovation cherche toujours à développer davantage une chose qui existe déjà. Pour ce qui est du contenu, il peut s'agir d'un nouveau produit, d'une nouvelle qualité de produit ou d'un nouveau service, de nouveaux procédés, de nouvelles modalités et formes de commercialisation, mais aussi de nouvelles formes de coopération et d'organisation. Quant à la qualité d'une innovation, le premier niveau consiste certainement à copier les idées d'autres régions, c'est-à-dire à «importer» des projets qui n'ont pas été mis en œuvre sous cette forme-là dans notre région. Le niveau suivant consiste à combiner plusieurs éléments connus afin

Sabine Weizenegger



© SABINE WEIZENEGGER

de donner naissance à une nouvelle idée. Le niveau ultime de l'innovation consiste enfin à créer et à inventer quelque chose de tout à fait nouveau.

En pensant aux pionniers de votre région, savez-vous ce qui les pousse à s'engager et à mettre leurs propres idées en œuvre?

La motivation personnelle est certainement le facteur le plus important! Ceux et celles qui n'ont besoin que d'un petit coup de pouce pour agir sont nombreux. Un facteur déclenchant tel qu'un concours d'idées, la mise à disposition de fonds promotionnels ou simplement l'encouragement d'une personne qui vous dit «Ton idée est formidable! Continue dans cette voie!» fonctionne très bien. Il est intéressant de souligner que la plupart de nos pionniers ne se considèrent pas comme des innovateurs. Ils ont au contraire tendance à dire que ce qu'ils font «n'a rien d'exceptionnel!».

Plusieurs pionniers ne sont tout simplement pas le genre de personnes habituées à se trouver sous le feu des projecteurs ou à des postes de responsabilité. Ce sont généralement des personnes «ordinaires»,

mais qui donnent un coup de main et savent ce qu'il faut faire, comme le propriétaire d'un pub qui offre un menu régional, un élève animé d'un fort esprit civique ou un commerçant qui défend un programme écologique. Cela nous amène à un autre aspect intéressant: nos pionniers proviennent de toutes les couches sociales et représentent toutes les tranches d'âge!

Quels sont, selon vous, les principaux effets de votre projet?

La reconnaissance publique renforce et motive les pionniers dans notre région. L'apparition conjointe lors de la présentation de leurs projets novateurs constitue par ailleurs souvent le premier pas vers un échange d'expériences et le travail en réseau. Un effet important découle également des médias et de la façon dont ils présentent les idées des pionniers. Cela contribue, avec toutes les autres mesures de publicité s'inscrivant dans le champ d'action de notre recherche de pionniers, au développement dans notre région d'un environnement créatif au sein duquel la prospection d'idées novatrices est à la fois reconnue et supportée et non rejetée comme une absurdité.

À votre avis, que faut-il faire pour que la politique européenne de développement rural accorde une place plus importante à l'innovation et à la créativité?

Des programmes spécialement consacrés à la promotion de l'innovation sont utiles, en particulier s'ils se concentrent sur l'apport d'une valeur ajoutée dans le domaine du social, de l'écologie et de l'économie rurale. Ces programmes doivent aller au-delà des intérêts agricoles traditionnels et convenir à tout type d'acteur rural. Et si vous voulez réellement promouvoir l'innovation, vous devez laisser de côté le perfectionnisme et accepter que certaines choses puissent mal tourner. Si vous savez par avance que tout fonctionnera sans problème, cela signifie que votre projet n'est sans doute pas mauvais, mais qu'il n'est probablement pas particulièrement innovant.

L'innovation a besoin d'un terrain d'expérimentation et de lignes directrices qui ne doivent pas laisser sous-entendre qu'on n'a pas droit à l'erreur. C'est un domaine dans lequel je voudrais que les responsables se montrent plus courageux.

Il me semble également important que les politiques concernées par le développement rural misent sur la variété des initiatives. C'est quelque chose qui est manifestement encouragé par des approches telles que Leader.

Pour plus d'informations sur le travail de Sabine en matière de développement rural novateur:

www.anstiftung-ertomis.de/opencms/opencms/region/pioniere.html et www.regionalentwicklung-oberallgaeu.de

« Si vous voulez réellement promouvoir l'innovation, vous devez laisser de côté le perfectionnisme et accepter que certains problèmes se posent. »



La facilitation du dialogue mène à l'innovation

© ASSOCIATION OF DANISH SMALL ISLANDS

Bolette van Ingen Bro vit et travaille à Thyborøn sur la côte ouest du Jutland, au Danemark, où les habitants ont une puissance d'innovation impressionnante. Elle désire promouvoir le dialogue entre les habitants, car c'est au travers du dialogue que les choses commencent à bouger.

Bolette van Ingen Bro collabore, depuis plusieurs années, à des projets danois de développement rural et de coopération et a toujours placé le dialogue entre les entreprises et les organisations au centre de son travail. Il y a cinq ans, elle a obtenu le poste de directrice du Centre de connaissance pour le développement alimentaire à Holstebro, puis est devenue administratrice d'un conseil de dirigeants d'entreprise. À cette époque-là, elle s'efforçait, à travers son travail, d'aider les «milieux de la connaissance» et les «milieux politiques» à collaborer afin de maximiser le potentiel de l'innovation en tant qu'outil de développement des communautés locales.

En 2008, Bolette van Ingen Bro est devenue indépendante et son programme de travail s'est étendu à trois activités principales: elle dirige sa propre entreprise fondée sur la connaissance, s'efforce d'aider à créer des emplois fondés sur la connaissance en dehors des grandes villes et soutient de manière proactive des initiatives génératrices d'emplois pour les femmes. Actuellement, elle consacre une partie de son temps à un projet visant à

valoriser des denrées alimentaires danoises et apporte également son soutien à la création d'un pôle de développement qui encourage la coopération entre les activités d'acteurs économiques locaux et d'autres activités communautaires. Cela suppose l'organisation de réunions autour du thème «Vision et dialogue» dans les villages et au sein d'organisations.

Que signifie l'innovation pour vous dans votre rôle de développement rural?

Nous nous sommes rendu compte que, en dehors de tout contexte, il est vain d'attendre d'une personne qu'elle sache ce qu'est ou ce que signifie l'«innovation» en soi. C'est pourquoi, dans notre région, nous abordons l'innovation en nous basant sur des concepts tels que «nouveau», «utile» et «utilisé». Voilà quel est le sens que j'attribue au mot «innovation».

La majorité des personnes qui vivent en milieu rural n'utilisent pas des termes tels qu'«innovation». Et pourtant, il existe une puissance d'innovation extraordinaire, en particulier ici à Thyborøn. Il existe une très forte envie de voir se réaliser les choses.

C'est le côté positif de l'innovation. Mais de solides atouts peuvent parfois avoir leur désavantage; dans ce cas particulier, je trouve qu'il peut être difficile de parvenir à une «coopération intensive sur le plan des connaissances», c'est-à-dire, selon moi, de tirer le meilleur parti d'une idée.

Et c'est là que j'ai un rôle à jouer. Prenez l'exemple du pôle de développement avec lequel je travaille actuellement. De temps à autre, je fais un effort particulier pour m'arrêter et poser aux participants des questions ou formuler des requêtes telles que «L'usage que nous en faisons est-il optimal?», «Examinons les principaux éléments du groupe et regardons de plus près à quoi celui-ci ressemble en réalité aujourd'hui. Comment fonctionne-t-il exactement?». Ces questions ont tendance à produire d'excellents résultats et peuvent générer de nouvelles idées liées à la coopération avec des partenaires internationaux. Ces nouveaux modes de pensée ont permis d'attirer plus de fonds qui peuvent être utilisés pour exécuter des tâches plus importantes. L'innovation a, selon moi, un formidable rôle à jouer pour faciliter ce type de développement et de progrès.

Que vous a enseigné votre implication dans l'innovation et la créativité?

J'ai appris que l'élément le plus important lorsque vous travaillez dans le domaine du développement rural et de l'innovation est le respect de la tâche qui se présente à vous. Parce que lorsque vous travaillez dans le développement rural, vous travaillez avec des personnes dévouées de très grande valeur. On touche à l'identité des personnes et à des problèmes qui leur tiennent à cœur. Et parfois, vous pouvez débarquer avec vos propres grandes idées, mais il se peut alors que vous arriviez trop tôt ou trop tard ou d'une manière qui ne convient pas.

J'ai appris que ce qui est important, ce n'est pas votre bagage professionnel ou scolaire. Il est tout aussi important d'être bien armé pour dialoguer et résoudre les conflits. J'ai aussi appris que si une personne seule ne peut faire un trou dans une grande porte avec un petit marteau, ensemble nous le pouvons. Si nous continuons à frapper et à frapper encore, à un moment donné nous finissons par entrevoir une ouverture. Et toutes les personnes assises autour de la table au sein du groupe partagent cette façon de voir. Franchissons une étape à la fois et continuons à pousser! Lorsqu'il s'agit de développement rural, les petits ruisseaux font les grandes rivières!

Quel rôle doit jouer la politique rurale pour encourager la créativité et l'innovation des acteurs ruraux?

Je souhaiterais insister sur le fait que la politique rurale doit davantage se

concentrer sur la facilitation et la promotion du dialogue afin de permettre aux personnes de voir leurs efforts mieux récompensés. C'est lorsque les conditions sont bonnes que l'innovation peut être encouragée le plus efficacement, ce qui suppose souvent la présence d'une personne qui soutient le procédé. Les facilitateurs et les mécanismes de dialogue sous leurs diverses formes sont essentiels.

La politique de développement rural peut contribuer à ce processus en mettant à disposition des fonds et un médiateur qui facilitent les actions sur le terrain. Les médiateurs impartiaux ont une valeur inestimable lorsqu'ils tentent d'amener les petites et moyennes entreprises (PME), les associations et les personnes individuelles à réfléchir selon les principes de la pensée latérale à la façon dont elles peuvent adopter des approches plus coordonnées et structurées de la planification du développement ou des projets ruraux. Les autorités publiques peuvent également jouer un rôle très utile en la matière en finançant la participation de médiateurs indépendants chargés de faciliter de tels procédés stratégiques de coopération. C'est important parce qu'il est rare que les communautés rurales disposent de fonds de réserve leur permettant de faire appel à des médiateurs professionnels.

De quoi avez-vous besoin pour accroître la place de la créativité et de l'innovation dans le développement rural de l'UE?

Ayant eu l'occasion de travailler dans le domaine des politiques rurales de l'UE

pendant un certain temps, je sais par expérience que la liberté de formuler des idées et les facilités qui soutiennent le processus de coopération sont très précieuses pour générer l'innovation ou favoriser des idées novatrices. J'ai pu m'en rendre compte lorsque j'ai participé aux programmes de développement rural au cours de la période 2000-2006 et à leur ouverture vers des politiques intégrées de soutien rural et des initiatives de développement côtier, ainsi qu'aux programmes Leader et Interreg.

La partie la plus difficile est normalement la formulation d'une nouvelle idée, la plus simple devant idéalement être l'obtention de fonds.

D'une manière générale, je pense que les acteurs du développement rural devraient avoir un peu plus de liberté d'expérimentation. Selon moi, l'échec ne devrait pas être considéré comme négatif s'il contribue à un processus d'apprentissage qui peut aider à faire progresser davantage les développements à l'avenir. J'ai parfois l'impression que les aides au développement rural de l'UE sont assorties d'un trop grand nombre de règles, ce qui risque, selon moi, d'étouffer le potentiel en matière d'innovation. Je suis consciente que nous devons faire attention à l'argent du contribuable, mais nous devons encore trouver un équilibre qui permette aux projets de prendre leur envol.

Des règles trop nombreuses peuvent étouffer des projets novateurs dans l'œuf et, tout ce qu'il vous reste, c'est une série de projets dont personne ne s'occupe réellement.

Une règle importante à mes yeux consiste à évaluer les personnes impliquées dans un projet avec la même attention que celle que nous portons à la description du projet. Ce sont les personnes qui font fonctionner les projets, et nous devons être en mesure d'identifier celles qui croient réellement en l'idée et qui sont capables de la mener à bien. Vous devez avoir confiance en ces personnes dévouées qui prennent les idées à cœur plutôt que d'avoir foi simplement en des descriptions de projets.

Bolette van Ingen Bro



« Lorsqu'il s'agit de développement rural, les petits ruisseaux font les grandes rivières! »

Citations de spécialistes du développement rural de l'UE à propos de l'innovation

© T. HUDSON

« L'homme a tendance à appliquer plus facilement un mode de pensée linéaire plutôt qu'un schéma de pensée latéral. Je crois que la mise en réseau des régions rurales de l'Europe, en combinant des lieux et des acteurs aux prises avec des défis communs, peut favoriser de réelles avancées dans l'innovation. Les communautés vivant sur des îles en Grèce et en Suède ou dans les montagnes en Écosse ou en Slovénie auront inévitablement à faire face à des problèmes essentiels similaires, mais auront tendance à les aborder en suivant leur propre approche linéaire. Or, si elles sont réunies, une solution «linéaire» adaptée à un endroit donné peut fournir l'inspiration d'une réflexion «latérale» qui permettra de trouver à un autre endroit une solution réellement innovante dont les deux profiteront. »

Frank Gaskell,
sénateur d'Euromontana et expert désigné au sein
du groupe thématique 2 du réseau européen pour le développement rural

« Les idées novatrices ne sont pas toujours le fruit d'une personne qui a soudainement un trait de génie, mais sont aussi le résultat d'un débat très actif (et parfois animé) entre des personnes qui connaissent bien un sujet, mais qui ont une expérience et des perspectives professionnelles très différentes. »

D^r Michael Gregory,
coordonnateur de groupe thématique, point de contact du RE DR



« La naissance de nouvelles idées est un processus complexe qui nécessite des stimuli internes et externes qu'une politique publique ne peut pas toujours fournir. Le plus important est de faire en sorte que les nouvelles idées soient nourries et encouragées jusqu'au stade de l'aboutissement. »

Antonis Constantinou,
directeur à la DG Agriculture et développement rural, Commission européenne

« L'objectif du développement rural est de créer un changement positif pour l'avenir des communautés et des entreprises; si ce changement n'est pas poussé par l'innovation, nous tournerons tout simplement en rond au lieu de découvrir de nouveaux horizons et d'aller de l'avant. »

« Les habitants des campagnes et les agriculteurs ont toujours compté parmi les innovateurs les plus créatifs; c'était nécessaire pour vivre et prospérer dans des environnements hostiles et souvent isolés. Les défis pratiques auxquels le développement rural est confronté aujourd'hui concernent la durabilité environnementale, l'adoption de technologies et la sécurité des moyens de subsistance. Les décideurs politiques doivent accepter que, compte tenu des ressources et des encouragements, l'innovation nécessaire à la résolution de ces problèmes peut provenir des régions rurales pour le plus grand profit de tous. »

Paul Keating,
Réseau rural national irlandais

« La créativité et l'innovation peuvent aider à réduire la charge bureaucratique et à renforcer les approches ascendantes. »

Marie Trantinová,
République tchèque, membre du groupe thématique 2 du RE DR

« La politique rurale peut encourager l'innovation en créant une réglementation souple qui accorde une place aux stratégies territoriales et aux acteurs locaux. Il apparaît également très important de renforcer les liens entre les régions rurales et les régions urbaines parce que le développement durable requiert une approche globale. »

Lorraine Bertrand,
Délégation interministérielle pour l'aménagement
et la compétitivité des territoires — DIACT



« Des mesures publiques d'encouragement sont souvent requises pour déclencher l'innovation privée et partager les innovations avec d'autres parties prenantes. »

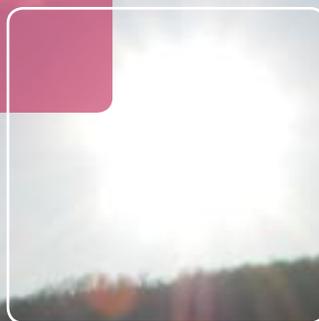
Petra van de Kop,
réseau rural des Pays-Bas

« L'innovation est un moteur de développement. L'innovation, c'est la créativité. L'innovation, c'est la connaissance. L'innovation, c'est le courage. »

« L'innovation et une attitude positive envers les idées innovantes sont indispensables pour accroître la place de la créativité et de l'innovation dans le développement rural de l'UE. »

Breda Kovačič,
programme de développement rural slovène

Les régions rurales à la loupe



**Partenaires dans
le développement
rural de l'UE**



Différentes institutions européennes et autres parties prenantes rurales poursuivent activement aujourd'hui une diversité d'initiatives concernant les infrastructures, l'environnement, l'emploi et le développement social sur l'ensemble des territoires ruraux de l'Europe. Ces partenariats institutionnels constituent eux-mêmes une innovation qui a fait ses preuves et leur action combinée inclut une série tout à fait utile de pratiques innovantes et un système d'équilibre mutuel des pouvoirs.

Les orientations stratégiques communautaires soulignent l'importance de développer des synergies entre différents types d'activités de soutien rural qui sont mises en œuvre par différentes institutions de l'UE et des États membres. La politique agricole commune apporte un soutien essentiel au développement rural afin d'aider à soutenir la compétitivité des industries agricoles et forestières, l'amélioration des conditions environnementales, la diversification des économies rurales et la qualité de vie. Ces grands objectifs de développement rural de la PAC sont complétés par ceux d'autres domaines politiques de l'UE. Le développement rural, le deuxième pilier de la PAC, étant une compétence partagée avec les États membres, les partenariats institutionnels constituent un important mécanisme pour traiter les problèmes liés à la gouvernance à plusieurs niveaux qui caractérise le processus décisionnel de l'UE.

En dehors du Conseil, les grandes instances politiques telles que le Parlement européen, le Comité économique et social européen et le Comité des régions jouent un rôle important en apportant une contribution et en élaborant une législation concernant les priorités et les budgets de la PAC, les questions vétérinaires et sanitaires, les questions forestières, la qualité des productions agricoles et de nombreux autres domaines de la vie rurale quotidienne.

Les procédés décisionnels dans le domaine de ces développements politiques comprennent, entre autres, des consultations avec le Comité économique et social européen, dont une section est consacrée à l'agriculture, à l'environnement et au développement durable. De même, le

Comité des régions a dans ses attributions plusieurs questions de politique rurale, notamment les réseaux infrastructurels, la formation professionnelle, la santé, la culture et la cohésion territoriale.

Plusieurs directions générales (DG) de la Commission européenne apportent également un soutien qui profite aux territoires ruraux de l'Europe. La DG Politique régionale joue un rôle particulièrement important en renforçant la compétitivité et la diversification des économies rurales ainsi qu'en améliorant les infrastructures essentielles pour les communautés rurales et en soutenant l'innovation. La DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances offre d'autres services ruraux bénéfiques par les efforts qu'elle déploie pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, assurant la formation et œuvrant à la constitution d'une société solidaire qui garantit l'égalité des chances.

Le développement durable est un objectif commun à toutes les institutions de l'UE, et les facteurs environnementaux dans les régions rurales sont soutenus par la DG Environnement par le biais de ses instruments politiques spécifiques tels que le programme LIFE. D'autres objectifs partagés de la Commission concernent la diffusion accrue des services basés sur les TIC dans les campagnes, en particulier des services qui ont le plus d'impact sur la qualité de vie des citoyens de l'UE. Dans ce contexte, la DG Société de l'information et médias a obtenu des résultats très satisfaisants grâce à l'initiative 2010.

Approches innovantes

Les quatre articles suivants présentent quelques exemples de bonnes pratiques liées à l'innovation qui ont été développées dans les territoires ruraux de l'Europe par des partenaires institutionnels de l'UE.

Des initiatives telles que les travaux de la DG Politique régionale encourageant le développement de nouvelles relations entre les régions urbaines et les régions rurales, les mesures proposées dans le cadre du Fonds social européen (FSE) en vue de lutter contre la pauvreté et de garantir l'égalité des chances à la campagne, l'expérimentation par la DG Environnement d'innovations visant à garantir l'agriculture durable et l'accent mis par la DG Société de l'information et médias en vue de permettre aux régions rurales de profiter des opportunités offertes par la large bande démontrent clairement la capacité de prospection intelligente d'idées entre les partenaires de l'UE et soulignent les avantages que l'innovation peut apporter aux régions rurales à travers l'Europe.

Complémentarité et cohérence

Toutes ces actions innovantes ont un rôle important à jouer dans les régions rurales et offrent toutes des possibilités de synergie avec les autres innovations soutenues par la politique générale de développement rural de l'UE au titre de la PAC. Les États membres garantissent la complémentarité et la cohérence entre les diverses compétences des institutions de l'UE en matière rurale, et ce rôle de coordination essentiel offre des possibilités additionnelles de création de synergies innovantes entre les partenaires du développement rural de l'UE.



© T. HUDSON

Politique de cohésion, créativité et innovation dans les régions rurales

La politique de cohésion soutient plusieurs projets novateurs qui contribuent au développement rural dans le cadre de sa mission de correction des déséquilibres régionaux à travers l'UE.

La politique de cohésion de l'UE a pour principal objectif de corriger les déséquilibres économiques et sociaux en Europe. Si l'UE est l'une des régions économiques les plus prospères du monde, les disparités existant entre ses États membres et ses régions sont frappantes. Et le fossé en matière de développement entre les régions a doublé à la suite de l'adhésion de dix nouveaux États membres en 2004 et de deux autres en 2007.

L'élément marquant de la période budgétaire 2007-2013 est l'attribution de 347 milliards d'euros pour soutenir la croissance régionale et la création d'emplois au sein de l'UE, ce qui constitue le plus gros investissement jamais réalisé par la politique de cohésion. De ces fonds, 82 % sont alloués aux régions de l'objectif «Convergence» dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE, qui

représentent 35 % de la population de l'UE. Quelque 55 milliards d'euros sont alloués à d'autres régions au titre de l'objectif régional «Compétitivité et emploi» et 8,7 autres milliards d'euros sont mis à la disposition de la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale au titre de l'objectif européen de la «Coopération territoriale».

Les trois objectifs sont soutenus par trois Fonds, notamment le Fonds européen de développement régional, le Fonds de cohésion et le Fonds social européen. Tandis que le FEDER finance l'infrastructure et soutient la modernisation économique et la compétitivité, le Fonds de cohésion cible l'environnement et les réseaux de transport transeuropéens dans les pays membres moins prospères. Le FSE soutient essentiellement les États membres dans leurs efforts visant à mieux équiper la main-

d'œuvre et les entreprises européennes pour leur permettre de relever les nouveaux défis mondiaux.

Le développement par l'innovation

Le sixième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale, qui a été adopté récemment, souligne la façon dont la créativité et l'innovation peuvent encourager le développement régional. Le rapport montre que si les régions plus développées de l'UE ont tendance à obtenir de bons résultats pour la plupart des indices de créativité et d'innovation tels que les activités de recherche et de développement (R & D) et l'intensité de capital humain, les régions moins développées dépassent le reste de l'UE en ce qui concerne l'indice de croissance, un élément moteur essentiel pour atteindre la convergence régionale.

«L'investissement dans l'innovation est une des grandes priorités de l'UE et de sa politique de cohésion en particulier», explique Denis Abbott, porte-parole de la DG Politique régionale. «La politique de cohésion qui vise à maximiser le potentiel de développement et à réduire les disparités économiques entre les régions des États membres a été considérablement réformée de façon à créer un fonds d'investissement aligné sur les priorités de la "stratégie de Lisbonne" (le schéma directeur de l'UE pour promouvoir la compétitivité et l'emploi).»

Il poursuit: «Quelque 230 milliards d'euros, soit trois fois ce qui avait été prévu lors du précédent cycle budgétaire, seront investis par le biais de la politique [de cohésion] dans les domaines prioritaires de "Lisbonne" entre 2007 et 2008. 86 milliards d'euros sont spécifiquement consacrés aux activités associées à l'innovation. La Commission et les États membres doivent veiller à ce que 75 % des dépenses des Fonds structurels et de cohésion dans les régions de l'objectif "Compétitivité et emploi" et 60 % dans les régions de l'objectif "Convergence", dont plusieurs sont des zones rurales, soient axées sur les priorités de Lisbonne.»

En termes budgétaires, l'impact de la politique de cohésion dans les zones rurales est considérable. Le financement communautaire en faveur des zones rurales a doublé, passant de 34 milliards d'euros (2000-2006) à 70 milliards d'euros (2007-2013). Au cours de cette dernière période, cet investissement est particulièrement important dans onze États membres, notamment en Belgique, en République tchèque, au Danemark, en Allemagne, en Estonie, en Grèce, en Lettonie, en Lituanie, au Luxembourg, en Hongrie et en Slovaquie.

Projets novateurs

Les principaux problèmes nécessitant une action de la politique de cohésion dans les zones rurales sont notamment la garantie d'un niveau minimal d'accès au service public d'intérêt économique général (par exemple aux transports et à la fourniture d'énergie), l'amélioration de l'infrastructure rurale, le renforcement de la connectivité avec les réseaux de communication et le soutien de la capacité endogène, du potentiel d'innovation et de la revitalisation économique (y compris le tourisme).

Le projet «Nouveaux ponts: améliorer la qualité de la vie grâce à une meilleure interaction entre les zones urbaines et rurales», financé par le FEDER, est un bon exemple de la façon dont l'innovation profite au développement rural dans la région de la mer Baltique. Les instruments et pratiques existants ne tiennent pas suffisamment compte des conditions variables et des interactions entre les zones urbaines et les zones rurales. Ce projet vise à introduire de nouvelles méthodes de travail et des actions pilotes qui répondent aux besoins de la population.

Cet objectif principal du projet, qui est mis en œuvre par l'Investitionsbank Schleswig-Holstein, est simple: attirer des compétences et des investissements dans la région de la mer Baltique. Les projets pilotes à l'échelon tant rural qu'urbain aideront à rédiger des recommandations politiques et pratiques à destination des autorités locales, régionales et nationales compétentes en matière de prise de décision et de planification. Un des résultats escomptés du projet qui cadre bien avec les principes types de l'AECL est la création d'un nouveau modèle de gestion visant à intégrer des méthodes de travail transsectorielles et multipartites.

Une infrastructure TIC de grande qualité est essentielle pour les régions distantes et peu peuplées telles que le comté de Norrbotten dans l'extrême nord de la Suède. C'est pour cette raison que le FEDER a soutenu l'extension du réseau à large bande et le développement d'applications télématiques (par exemple des systèmes de télémédecine et de télétravail) basées sur des technologies à large bande. Une société publique, IT Norrbotten AB, détenue par le conseil et quatorze municipalités du comté, a posé près de 3 000 km de câbles en fibre optique. Grâce à cela, plus de 300 villages ont désormais accès à la large bande, toutes les écoles étant reliées, et 93 % de la population de la région est en mesure d'accéder à des services de large bande. Le projet a également conduit à la création de 60 emplois et de trois entreprises. Le projet de Norrbotten a coûté au total 10,2 millions d'euros, dont 4,5 millions ont été mis à disposition par l'UE.

La responsabilité partagée exige un travail de coordination

Le développement des zones rurales est une compétence partagée entre la politique de cohésion et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) qui relève de la responsabilité de la direction générale de l'agriculture et du développement rural. La Commission veille à ce que des synergies entre la politique structurelle, la politique de l'emploi et la politique du développement rural soient encouragées tout en assurant une coordination étroite entre les différentes DG afin de préciser qui fait quoi.

Les orientations stratégiques de la politique de cohésion soulignent que les États membres doivent également veiller à garantir une cohérence et une synergie entre les actions financées par divers Fonds (FEDER, FSE et FEADER). Dans ce cadre politique, chaque région rurale a la possibilité de développer sa propre stratégie en tirant le meilleur profit des fonds communautaires. L'analyse sur le terrain des programmes existants montre que la plupart des États membres ont dû veiller à garantir la complémentarité entre le FEADER et les deux Fonds structurels lors de l'élaboration des programmes de développement rural.



© COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 1995-2009



© T. HUDSON

La DG Environnement: le programme LIFE et l'innovation rurale

Les innovations apportées par le programme LIFE de la direction générale de l'environnement ont été prises en considération dans l'établissement des régimes de paiement agroenvironnementaux et ont contribué à jeter les bases des politiques intégrées de développement rural définies dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune.

La DG Environnement a un rôle important à jouer dans l'introduction de l'innovation dans les zones rurales. Son programme LIFE, par exemple, a enregistré de nombreux succès dans l'introduction de pratiques innovantes d'utilisation durable des sols à travers les campagnes européennes.

LIFE, un instrument financier qui soutient des projets de protection de la nature et de l'environnement dans toute l'Europe ainsi que dans certains pays candidats, pays en voie d'adhésion et pays voisins, a cofinancé quelque 2 750 projets depuis 1992, contribuant à la protection de l'environnement à

concurrence d'un montant total avoisinant 1,35 milliard d'euros.

«Presque tous nos projets LIFE-Nature et un grand nombre de nos projets LIFE-Environnement concernent les zones rurales», fait remarquer le coordonnateur des communications de l'unité LIFE, Simon Goss. «Ils portent tous sur des aspects environnementaux et font participer l'ensemble des partenaires locaux. Nous recherchons des moyens de rendre les actions de projet durables et d'améliorer la performance environnementale des parties prenantes qui participent au projet», ajoute-t-il.

LIFE a également aidé à faciliter l'intégration de nouvelles approches telles que des mesures agroenvironnementales dans les politiques rurales générales des États membres. Comme le souligne M. Goss: «Au fil des années, les projets LIFE-Nature ont aidé à mettre en place des mesures agroenvironnementales dans des régions particulières. Ils ont montré comment occuper les terres agricoles d'une manière plus durable sur des sites Natura 2000. Cet aspect est de plus en plus pris en compte par les régimes de paiements agroenvironnementaux, mais je pense que nous avons effectué du beau travail de pionnier

dans ce domaine afin de montrer ce qu'il faut faire pour assurer la durabilité à long terme.»

Soutenir la gestion durable des sols

Axé sur la protection du sol et des eaux de surface par l'application de la technique du labour de conservation dans des pays de l'Europe du Nord et de l'Europe centrale, SOWAP (www.sowap.org) est un bon exemple de projet LIFE s'attaquant à l'un des «nouveaux défis» mis en évidence par le bilan de santé de la PAC.

Ce projet novateur a utilisé des parcelles d'essai spécifiques situées dans trois pays (Belgique, Hongrie et Royaume-Uni) pour recueillir des informations et des données visant à établir les avantages et les inconvénients de l'«agriculture de conservation» par comparaison avec les pratiques «traditionnelles» d'occupation des terres arables. Les parcelles pilotes ont remplacé le labour par une technique culturale sans labour afin de réduire les pertes de terres par érosion, de permettre la couverture des cultures en hiver, d'améliorer la structure du sol et de promouvoir la biodiversité du sol.

Si les rendements des cultures sont apparus inférieurs à ceux obtenus avec les méthodes traditionnelles, l'analyse approfondie des besoins en pesticides et en fertilisants a révélé que des quantités optimales de substances chimiques ont été utilisées. Il en a résulté une diminution de l'apport financier qui a permis de compenser les marges bénéficiaires et une réduction considérable du ruissellement, atteignant jusqu'à 90 % lors de fortes pluies. Le soutien de LIFE a également contribué à avoir une meilleure compréhension du phénomène d'absorption des substances actives et des moments les plus propices pour l'application des traitements en ce qui concerne différentes cultures.

On a également pu observer que l'agriculture de conservation permettait une amélioration de la fonction des sols grâce à une plus grande teneur en carbone, en azote et en humidité et à une biodiversité d'invertébrés nettement plus élevée. Les travaux réalisés dans le cadre du projet SOWAP ont été repris par le WOCAT, un

réseau mondial de préservation de l'eau du sol, et ont de ce fait contribué à la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau et de la directive-cadre sur la protection des sols de l'UE.

Nouvelles approches en ce qui concerne la conservation des habitats

Le projet LIFE-Nature «Gestion des habitats de l'écorégion Hortóbagy pour la protection des oiseaux» (www.hortobagyte.hu) a établi un système d'exploitation en vue de la gestion à long terme du parc national de Hortóbagy en Hongrie. Le parc comprend une superficie naturelle formée de steppes et de zones humides qui est mise en péril par des procédés écologiques néfastes, alors qu'elle abrite plusieurs espèces menacées figurant à l'annexe II de la directive «Oiseaux» de l'UE.

Il a été jugé essentiel de mettre les steppes et les zones humides en pâturage afin d'assurer la durabilité future du fragile écosystème de Hortóbagy. Grâce à un partenariat novateur entre des organisations non gouvernementales et des agriculteurs locaux, des approches biologiques de l'élevage animal ont été introduites par l'utilisation de mélanges de races de bétail (porcs Mangalica, moutons Racka, chèvres indigènes et

bovins gris et mouchetés hongrois).

Une corrélation étroite ayant été observée entre la densité de reproduction des oiseaux et l'intensité du pâturage dans une zone donnée, des terres ont été prises à ferme afin de cultiver du fourrage d'hiver et de permettre au bétail de rester sur le site pendant toute l'année. Des abris ont également été construits pour permettre aux animaux de se mettre à couvert en hiver et pendant les périodes de mauvais temps. Deux emplois à temps plein de gardien de troupeau ont été créés par le projet, ce qui est considéré comme un petit pas vers l'introduction de l'agriculture biologique sur l'ensemble de la *puszta* (steppe) et de ses zones tampons (un total de 170 000 hectares).

Le projet de Hortóbagy n'est qu'un des nombreux projets cofinancés par LIFE qui ont également contribué à améliorer les possibilités d'écotourisme dans les régions rurales (par exemple en aménageant des chemins et en travaillant avec des agences de tourisme locales). «LIFE améliore la valeur patrimoniale des sites naturels, ce qui est bon pour l'économie rurale», estime Simon Goss.



© JÁNOS OLÁH



Le «catalyseur du changement» aide les zones rurales de l'Europe

La direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances est à la tête de solutions innovantes qui visent à aider les régions rurales de l'UE à combattre la pauvreté, lutter contre la discrimination, promouvoir l'égalité, améliorer les perspectives d'emploi et soutenir le développement des jeunes.

Les grands objectifs de la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne reflètent les objectifs soulignés dans son programme Progress qui contribue à l'agenda social de l'UE et à la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Cinq grands volets de Progress sont considérés comme des «catalyseurs de changement» au sein de l'UE jusqu'en 2013:

- l'emploi,
- l'intégration et la protection sociale,
- les conditions de travail,
- la non-discrimination, et
- l'égalité des sexes.

Le Fonds social européen offre un outil précieux pour aider à réduire les différences sur le plan de la prospérité et des niveaux de

vie à travers l'Europe, encourageant ainsi la cohésion sociale et économique. Une dotation de 75 milliards d'euros en provenance du FSE est répartie entre les États membres et les régions, ciblant en particulier ceux et celles dont le développement économique est moins avancé, notamment toute une série de communautés rurales.

Combattre la pauvreté dans les régions rurales

Une grande initiative, dirigée par la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, cible la pauvreté et l'exclusion sociale dans les régions rurales. La pauvreté rurale est un aspect important de la pauvreté européenne, étant donné que, dans certains pays, le risque de pauvreté dans les régions rurales est deux fois plus important que dans les régions urbaines.

Une conférence organisée par la Commission européenne à Budapest, en juin 2009, a examiné les raisons de cette divergence et a lancé un appel à une «coopération accrue» avec les différents acteurs afin de lutter contre la pauvreté dans les régions rurales.

La conférence a examiné une étude récente de la Commission intitulée «Pauvreté et exclusion sociale dans les zones rurales» qui se concentre sur quinze pays, à savoir quatorze États membres de l'UE et un pays de l'Espace économique européen (EEE), la Norvège. Cette étude a répertorié quatre grandes catégories de problèmes dans les zones rurales: la démographie, l'éloignement, l'instruction et le marché de l'emploi, concluant que ces problèmes peuvent engendrer des «cercles vicieux», qui risquent d'aggraver et d'amplifier le problème.

Les projets du FSE qui ciblent ces catégories dans les zones rurales au sein de l'EU-27 aident à remédier à ce «cercle vicieux» en utilisant souvent des approches innovantes et créatives.

Pologne: innovation et éducation

En Pologne, des démarches innovantes permettant de répondre aux objectifs du FSE sont encouragées afin d'aider à améliorer l'insertion sociale et l'égalité d'accès aux services de développement dans les zones rurales. Les fonds réservés à cette fin sont mis à disposition au titre de la priorité 9 du programme opérationnel polonais pour le capital humain 2007-2013. Ce programme du FSE prévoit des aides visant à améliorer l'accès à l'éducation pour tous, en particulier dans les régions rurales, afin de contribuer à la réduction des disparités régionales.

Le soutien du FSE contribuera également à réduire les déséquilibres en ce qui concerne la qualité de l'enseignement, en particulier entre les régions rurales et les régions urbaines. L'égalité d'accès à l'éducation sera améliorée dans les régions rurales en encourageant l'éducation préprimaire. Des investissements plus importants seront réalisés dans les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie au profit des adultes. Des cours de formation professionnelle plus attrayants seront développés aux niveaux primaire et secondaire et les compétences des enseignants seront renforcées par un plus grand nombre de formations sur le lieu de travail.

Il existe également des possibilités d'innovation non négligeables, notamment dans des formes flexibles d'emploi où le FSE peut aider les habitants des campagnes à concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. Parmi les priorités retenues figurent la garantie d'un meilleur équilibre entre le rôle social et le rôle professionnel des femmes ainsi que la promotion de lois antidiscriminatoires sur le lieu de travail.

Des campagnes médiatiques sont organisées afin de sensibiliser la population à ces nouveaux types de services au profit des régions rurales de Pologne.

Malte: innovation et tourisme

À Malte, un système ambitieux et novateur envisage de former plus de 1 200 directeurs et inspecteurs travaillant dans l'industrie du tourisme, un secteur très important de l'économie rurale maltaise. Lancé en 2009, le projet du FSE d'une valeur de 4 millions d'euros aidera à développer le déjà florissant secteur du tourisme durable (un marché qui enregistre une croissance de 20 à 30 % par an en Europe contre 9 % pour le tourisme d'une manière générale).

Tout en améliorant la capacité des entreprises de tourisme rural, des cours pratiques aideront le personnel à développer d'autres marchés en se concentrant, par exemple, sur les produits alimentaires et autres produits artisanaux locaux.

Deux études visant à accroître les connaissances sur les ressources humaines disponibles seront également menées afin de faire des prévisions en ce qui concerne les possibilités d'emploi et les besoins de formation futurs dans divers secteurs du tourisme. L'étude s'étendra au-delà des traditionnels secteurs de l'hébergement et de la restauration pour examiner de nouvelles options telles que l'organisation de cours d'apprentissage de l'anglais.

Cette solution stratégique innovante du FSE tente d'aider l'économie rurale maltaise à résister à la concurrence du marché mondial. La formation créera des synergies bénéfiques pour l'ensemble des parties qui apporteront une valeur ajoutée au soutien offert par le programme de développement rural aux produits alimentaires locaux, à l'artisanat rural et au patrimoine, à l'amélioration de la qualité de vie, au développement du tourisme vert et rural ainsi qu'aux initiatives de diversification économique à la ferme et à la campagne.

« Jusqu'à présent, les spécificités des zones rurales ont été négligées dans l'analyse de la pauvreté au niveau européen. Il semble que les institutions publiques, tous niveaux confondus, continuent de faire preuve d'un manque de conscience et de volonté politique à l'égard du problème de la pauvreté dans les zones rurales. »

DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances





La DG Société de l'information et médias dans les régions rurales

Les technologies de l'information et de la communication sont essentielles pour l'économie rurale de l'Europe, et l'AEI a favorisé le développement tant des réseaux à large bande que de nouveaux services intelligents au service des populations rurales.

La DG Société de l'information et médias de la Commission européenne a un message simple à l'adresse des régions rurales: restez connectées! «L'objectif principal est d'accroître la couverture de la large bande dans les régions rurales qui accusent toujours un retard. En août 2009, en effet, 23,4 % de la population rurale de l'UE n'avait toujours pas accès à l'internet à haut débit», reconnaît Marin Selmayr, porte-

parole de la DG Société de l'information et médias.

La large bande apparaît cruciale pour le développement de l'économie de la connaissance dans les communautés rurales. La couverture universelle par la large bande mettra fin à l'isolement de plusieurs régions rurales et rapprochera les producteurs de biens et de services de leurs clients potentiels résidant dans des

endroits précédemment considérés comme inaccessibles. La large bande est d'une importance fondamentale également pour le développement de nouveaux services et la «DG Société de l'information et médias est particulièrement désireuse d'améliorer la créativité et l'innovation, par exemple en ce qui concerne web 2.0 [la toute dernière technologie de développement et de conception pour l'internet] et le contenu créé par l'utilisateur», ajoute M. Selmayr.

Une aide qui se chiffre en milliards d'euros

Le déploiement de la large bande et la stimulation de services numériques novateurs vont dès lors de pair. Concernant le premier, la Commission a publié cette année un plan qui fera date en vertu duquel une enveloppe de 1,02 milliard d'euros provenant du plan de relance économique de l'Europe, le projet communautaire destiné à affronter la crise économique actuelle, sera réservée pour soutenir la croissance des régions rurales. Bien que les États membres aient également la possibilité d'utiliser ces fonds pour traiter d'autres nouveaux enjeux, comme le changement climatique, le développement de la large bande est une priorité tout aussi grande. Selon M. Selmayr, les pays de l'UE devraient «utiliser les fonds du plan de relance pour étendre la large bande aux régions rurales afin de contribuer à l'objectif convenu avec les États membres visant à parvenir à une couverture de 100 % d'ici à 2013».

Le processus de planification qui doit permettre aux autorités de développement rural de l'UE de décider de l'affectation des fonds devait se terminer à la fin de 2009. Tandis que le soutien du financement de la large bande doit déjà être inscrit dans les programmes existants de développement rural de l'UE, la Commission examinera et approuvera les plans de dépenses révisés durant l'été et l'automne. À la fin de 2009, la Commission publiera également une stratégie qui exposera les autres mesures que les acteurs, publics et privés, y compris les autorités rurales, pourront prendre pour réduire la «fracture numérique».

Dans ce contexte, la Commission souhaite prendre des mesures afin de mieux faire connaître les possibilités que les technologies de la société de l'information offrent aux régions rurales. Comme l'explique M. Selmayr, les autorités rurales pourraient prendre des initiatives telles que «soutenir l'acquisition d'ordinateurs personnels, organiser des formations professionnelles pour l'utilisation des TIC et pour les activités économiques en ligne au profit des agriculteurs, des transformateurs alimentaires, des entreprises agricoles et des entreprises rurales non agricoles et entreprendre des actions d'alphabétisation numérique pour la population rurale».

Un milieu rural branché!

La «Banque des ressources touristiques slovène» est un exemple de l'approche préconisée par la Commission. Ce projet slovène innovant montre comment les TIC peuvent stimuler la créativité et l'innovation dans les régions rurales. La «banque» est un portail internet sur lequel de nouvelles idées en matière d'entreprise touristique peuvent être «déposées» et associées à des investisseurs. Cela permet aux personnes qui vivent dans des zones isolées de s'assurer que leurs idées créatives ne passent pas inaperçues. On retrouve parmi les initiatives fructueuses négociées par l'intermédiaire de la «banque» des activités à la campagne au profit d'écoliers du niveau primaire, des circuits guidés en vélos tout-terrain (VTT), des randonnées en Istrie slovène. Le site internet du projet (www.btps.si) a été créé par l'office du tourisme slovène avec le soutien du ministère de l'économie et de l'université de Primorska.

Un second projet novateur retenu par la DG Société de l'information et médias fournit un autre éclairage sur l'importance des TIC pour les régions rurales. Le projet Stadsutveckling («développement urbain»), en Suède, est un portail internet (www.stadsutveckling.se) qui permet aux administrations publiques et aux entreprises de se rencontrer virtuellement et de développer des stratégies communes pour faire face au problème du dépeuplement des campagnes en Suède. Anders Johansson, du cabinet d'architecture Testbedstudio, promoteur du projet, explique que «depuis 1991, 62 % des municipalités suédoises, soit plus de 75 % de la surface géographique totale du pays, ont souffert d'un exode rural massif, qui a laissé derrière lui des quartiers fantômes, des écoles et des bâtiments vides et des services boiteux pour les habitants restés sur place dans ces villages ou ces bourgs».

Stadsutveckling doit être considéré comme un «creuset à idées créatif» pour l'urbanisme municipal dans les régions touchées par ces phénomènes où les services locaux doivent, par exemple, être adaptés pour répondre aux besoins des populations plus éparpillées. Peter Sandahl, le coordonnateur national suédois des projets dans le cadre de l'AECL, explique que, en Suède, la priorité a été donnée, dans le cadre de

l'Année européenne de la créativité et de l'innovation, à la recherche de nouvelles approches innovantes plutôt qu'aux TIC elles-mêmes. Il ajoute cependant que les autorités et les entreprises suédoises ont bien conscience que les TIC sous-tendent le développement et qu'elles «exercent une forte pression en faveur des solutions et des mesures dans le domaine des TIC. Celles-ci sont toujours le moyen qui permet d'atteindre tout autre objectif».

Informations complémentaires

Des informations sur la communication de la Commission européenne intitulée «Améliorer l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication (TIC)» peuvent être obtenues à l'adresse http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/employment/ict/com2009_103_en.pdf

Réduire le fossé entre la ville et la campagne dans le domaine des technologies de l'information et de la communication

La disponibilité et l'utilisation de la large bande et d'autres TIC offrent d'importantes possibilités d'extension des sources de créativité et d'innovation. Toutefois la pénétration des services TIC dans les régions rurales de l'Europe est toujours largement inférieure à celle des régions urbaines et l'UE fait d'importants efforts pour aider à réduire ces fractures numériques grâce à divers instruments, dont la politique de développement rural.

Il a été largement démontré que les TIC contribuent à faire entrer l'innovation dans la production agricole, par exemple dans des procédés aussi fondamentaux que la découpe de précision, la santé animale ou l'information sur les prix courants et les débouchés sur le marché pour les produits de niche, ce qui a considérablement modifié l'organisation agricole et les modes d'exploitation. Il en est de même pour le développement rural au sens large: les TIC jouent un rôle essentiel dans la promotion du tourisme rural en permettant d'effectuer les réservations par l'internet ou en fournissant des services tels que la télémédecine au profit de la population rurale. La réduction du fossé entre la ville et la campagne dans les TIC ne consiste pas seulement à mettre fin à une disparité, mais aussi à mettre à disposition un instrument capable de contribuer fortement à la résolution de problèmes ruraux spécifiques qui existent de longue date.

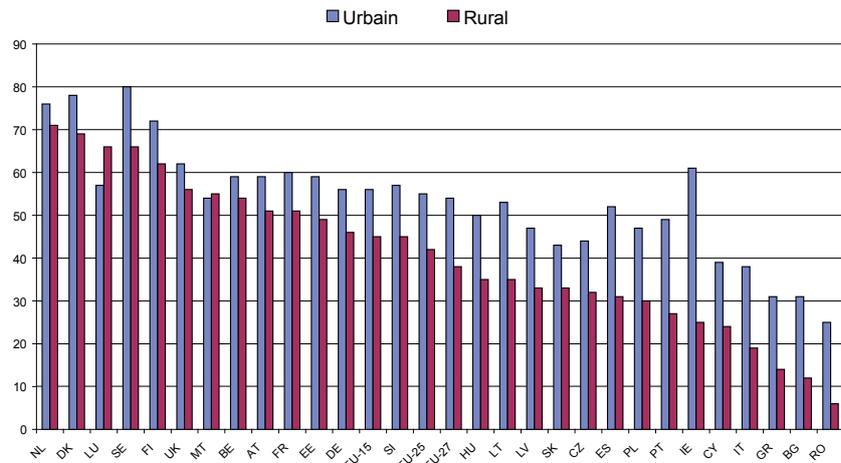
La concurrence sur le marché de l'accès à l'internet s'intensifie au fur et à mesure que de nouvelles technologies font leur apparition. Le territoire couvert par les réseaux à large bande dans les régions rurales s'agrandit, mais il subsiste au sein de l'UE des zones rurales où l'internet n'est toujours pas accessible à tous. La disponibilité du service n'est, par ailleurs, que le premier pas et, pour plusieurs raisons, l'utilisation de la large bande dans les zones rurales par les populations rurales reste aussi relativement faible.

Accès à la large bande

La Commission européenne a indiqué que, en 2007, l'internet à haut débit était accessible à 98 % des habitants des régions urbaines de l'UE, alors que, en moyenne, 60 % seulement des citoyens des campagnes de l'EU-27 disposaient d'un accès potentiel à la large bande. Les chiffres du taux de pénétration de la large bande, mesurés par le nombre de lignes de large bande installées par 100 habitants, étaient nettement inférieurs à 21,7 % sur l'ensemble de l'EU-27 à la mi-2008. Ces données représentaient cependant une forte augmentation par rapport au taux de pénétration de 16,2 % dans les zones rurales qui était enregistré au début de l'année précédente. Ces données démontrent que, en dépit d'une

Graphique 1

Pourcentage des ménages utilisant l'accès à la large bande en 2008



disponibilité relativement élevée, l'offre totale potentielle de la large bande reste inutilisée dans les zones rurales de l'UE.

Une analyse plus fine des données d'Eurostat concernant l'utilisation de la large bande au niveau des États membres révèle de larges différences, la situation étant plus grave dans certains pays que dans d'autres. Le graphique 1 illustre les disparités importantes à l'échelle de l'UE.

Le graphique 1 montre que, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce et en Italie, l'utilisation de la large bande dans les zones rurales est inférieure à 20 %. C'est également dans ces quatre pays que s'observent certaines des disparités les plus grandes entre les utilisateurs urbains et les utilisateurs ruraux, mais des variations considérables dans l'utilisation de la large bande sont enregistrées en Irlande également. Il n'y a que dans les petits pays tels que Malte

et le Luxembourg que l'utilisation de la large bande est plus intense dans les zones rurales que dans les centres urbains.

La réponse de l'UE

Les principaux objectifs de la stratégie de Lisbonne de l'UE sont axés sur l'encouragement d'une société de la connaissance et de l'innovation qui est perçue comme un moyen efficace pour promouvoir la prospérité économique et la croissance de l'emploi. Les TIC offrent de nombreuses possibilités en matière d'innovation et de croissance économique au niveau rural grâce à une multiplicité de modèles de développement différents incluant l'amélioration des relations à l'intérieur de la filière agroalimentaire, la fourniture de services de tourisme rural en ligne, le renforcement des bases de compétences par le biais de la formation et l'exploitation des avantages de l'internet à haut débit dans les zones rurales.

« Jamais, dans l'histoire, l'innovation n'a offert autant de promesses à autant de personnes en si peu de temps. »

Bill Gates,
président du conseil
d'administration de Microsoft



Alors qu'il ne fait aucun doute que l'usage efficace de la large bande et des autres TIC peut aider à améliorer la productivité et la compétitivité globale dans les territoires ruraux de l'Europe, il est clair que certaines zones rurales n'ont pas accès à ces possibilités. Cette situation perdure et bien que les orientations stratégiques communautaires pour le développement rural aient mis l'accent sur l'importance des TIC et de l'accès à l'internet pour les zones rurales, la large bande n'est toujours pas accessible pour une grande partie de la population rurale de l'EU-27 ou n'est toujours pas utilisée par celle-ci.

Cela est dû au fait que le marché ne parvient pas à offrir la large bande dans les zones distantes où elle n'est pas rentable sur le plan économique. De même, la demande en large bande et en fourniture de TIC peut apparaître assez faible du fait des prix élevés de connexion. Ces problèmes peuvent être compliqués par un manque de compétences informatiques dans les zones rurales qui ont également tendance à moins recourir aux services électroniques. Des préoccupations similaires ont été confirmées par une étude exécutée par Eurostat en 2008 qui a révélé que les raisons principales de la non-utilisation de l'internet dans les zones rurales au sein l'UE étaient les suivantes: absence de besoin (20 %), coût de l'équipement (13 %), manque de compétences (13 %) ou coût de l'accès (11 %).

Pour répondre à ces types de défis au niveau de l'offre et de la demande, l'UE a

publié une communication portant sur l'amélioration de l'accès des zones rurales aux TIC modernes. La communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen a été publiée en mars 2009 sous le titre: «Améliorer l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication (TIC)». Elle établit des priorités politiques au sein de l'UE pour le développement d'une infrastructure à large bande moderne dans les zones rurales. Elle fixe également des priorités afin que les États membres mettent en œuvre des actions qui puissent aider à stimuler la demande en services électroniques et le développement de tels services, y compris du contenu pertinent associé.

Se référant à la communication, Nivelions Nove de la direction générale Agriculture et développement rural de la Commission européenne souligne que «les projets de développement des TIC au niveau rural peuvent couvrir un large spectre de problèmes en fonction du degré de développement de l'État membre ou de la région, des intentions des autorités de gestion, des demandes exprimées par la société rurale, des besoins actuels, etc. L'essentiel est, selon nous, de savoir si les projets abordent la situation des TIC de manière intégrée». Cela signifie, précise-t-il, que «la fourniture de la large bande doit être combinée à une formation et un développement appropriés au contenu en ligne, aidant les entreprises et les populations à promouvoir leurs activités socio-économiques».

Ces objectifs stratégiques de développement rural soulignent les priorités de la communication qui incluent une mention spécifique concernant l'importance de la politique du développement rural de l'UE, en particulier en ce qui concerne la concentration des efforts sur les acteurs ruraux qui semblent passer à côté des possibilités de croissance économique potentielle parce qu'ils n'ont pas accès aux TIC modernes. Les groupes cibles ruraux sont:

- les exploitations agricoles;
- les petites et moyennes entreprises;
- les jeunes;
- les femmes;
- les personnes âgées ou les groupes défavorisés.

Outre la politique de développement rural de l'UE, la communication souligne également le rôle clé que la politique de cohésion de l'UE devrait jouer pour soutenir ces groupes cibles en mettant l'accent également sur le développement de l'infrastructure de la large bande et sur l'encouragement de la demande.

Le financement de l'assistance technique par l'État membre apparaît également utile pour aider à évaluer la situation actuelle dans les régions rurales dans le but d'étayer les stratégies nationales et les processus de prise de décision. L'échange d'exemples de bonne pratique est également perçu comme un mécanisme bénéfique pour promouvoir des approches novatrices de la fourniture



des TIC et une plus grande utilisation de celles-ci dans les zones rurales de l'UE.

Soutien de la politique de développement rural en faveur des TIC

La revue à mi-parcours des programmes de développement rural des États membres en 2010 sera pour l'UE l'occasion de renforcer la place accordée au soutien à l'accès à l'internet et aux TIC par le biais du Fonds européen pour l'agriculture et le développement rural.

La plupart des pays de l'UE accordent déjà dans leurs PDR une priorité aux investissements dans les TIC (seuls la Lituanie et le Luxembourg ne le font pas). Douze États membres se sont déjà engagés à investir dans les TIC à travers quatre ou cinq mesures de leur PDR, tandis que d'autres PDR distribuent l'aide aux TIC par le biais d'une à trois mesures. Certaines de ces mesures sont citées ci-dessous à titre d'exemple:

- infrastructure à large bande, centres de services basés sur les TIC et de services en ligne pour la population rurale/les entreprises rurales au titre de la mesure «Services de base pour l'économie et la population rurale»;
- agriculteurs fournissant des services TIC au titre de la mesure «Diversification des revenus»;
- formation professionnelle à l'utilisation des TIC et apprentissage électronique

au titre de la mesure «Formation professionnelle et actions d'information au profit des agriculteurs, de l'industrie alimentaire et de la sylviculture»;

- services basés sur les TIC et commerce électronique au titre de la mesure soutenant la «Création de micro-entreprises et le développement d'entreprises»;
- portails internet, systèmes de réservation électronique pour l'agrotourisme, centres d'information touristique au titre de la mesure «Encouragement des activités touristiques»;
- formation aux TIC et aux compétences informatiques, formation en ligne, apprentissage électronique au titre de la mesure «Formation et information».

De telles mesures de PDR fournissent une large palette de possibilités pour différents types de soutien des TIC au sein des communautés rurales; une nouvelle enveloppe pour le développement a été réservée également dans le plan de relance économique de l'Europe pour la fourniture de la large bande au niveau rural. Des fonds supplémentaires sont également mis à disposition afin d'aider les zones rurales à combattre les difficultés liées à la crise économique et financière mondiale. Ces nouvelles allocations s'accompagnent d'objectifs ambitieux cherchant à garantir à tout citoyen de l'UE une connexion à l'internet à large bande, quel que soit son lieu de résidence.

Soutenir les facteurs de réussite

Il est donc évident que l'UE et ses institutions ont fourni d'importants efforts en termes d'investissements pour combler le fossé entre les régions urbaines et les régions rurales face à l'accès aux TIC. Ces efforts aideront à créer les conditions propices à l'intensification de l'innovation et de la créativité au sein de l'Europe rurale. Le soutien de la réussite de ces interventions de développement rural dépend de plusieurs facteurs clés, et l'expérience acquise à ce jour montre que les meilleurs résultats semblent être obtenus par des approches intégrées.

Les actions qui combinent et coordonnent des améliorations de l'offre et de la demande en rapport avec l'accès à l'infrastructure avec le développement d'un contenu adéquat sont avantagées au départ par rapport aux actions isolées. L'ajout du renforcement des capacités et du développement des compétences à cette combinaison crée un potentiel de réussite encore plus grand. Un quatrième élément important réside dans l'exploitation en partenariat grâce à la coopération avec toutes les parties prenantes pertinentes.

Ces enseignements restent valables pour toutes les régions rurales au sein de l'UE. Les études de cas suivantes ont pour but de faire ressortir les avantages des approches à plusieurs facettes pour réduire les fractures numériques au sein de l'Europe rurale.



Le projet RAIN en Lituanie

Le projet RAIN (Rural Area Internet Network — réseau internet de zone rurale) de la Lituanie a été mis en œuvre par un organisme public, Placiuostis Internetas, en partenariat avec un institut national d'informatique. Les objectifs stratégiques du projet étaient une réduction de la fracture numérique entre les régions urbaines et les régions rurales et donc l'encouragement du développement d'une société de la connaissance dans la Lituanie rurale. Le réseau se concentre exclusivement sur les territoires ruraux et notamment sur les villages, les écoles, les institutions publiques, les bibliothèques et les points d'accès publics. Le projet comprend deux grandes phases: RAIN1, qui a couvert la période 2005-2008, et RAIN2, qui devait démarrer plus tard en 2009. Les deux phases sont financées en partie par les Fonds structurels de l'UE et en partie par des fonds nationaux.

Un budget de 20 millions d'euros a été alloué au projet RAIN1. Au cours de cette phase, 3 357 kilomètres de câbles en fibre optique ont été installés et 3 000 autres ont été loués auprès de plusieurs entreprises privées afin de limiter l'investissement dans les zones sans infrastructure. RAIN1 a également soutenu 51 réseaux distincts dans les zones rurales sous le contrôle

d'une autorité locale, reliant des centres de municipalité avec leurs sous-unités administratives. Au total, 467 bourgs ont ainsi été couverts.

L'un des objectifs poursuivis par le projet était l'intensification de la concurrence entre les fournisseurs d'accès à l'internet (FAI) dans les zones rurales. L'opérateur du réseau offre uniquement des services d'interconnexion de gros à un prix identique pour tous les FAI qui couvre uniquement les frais d'exploitation. Il appartient à chaque FAI d'offrir des solutions d'accès local. Les prix portés en compte aux utilisateurs finaux par les ISP pour les services offerts à travers l'infrastructure RAIN1 doivent être identiques aux prix proposés aux autres utilisateurs.

RAIN2 a été doté d'un budget prévisionnel d'environ 72 millions d'euros. Au cours de cette phase, la liaison manquante entre 51 municipalités sera établie et plus de 770 nouveaux villages et 1 000 pylônes de réseau mobiles et autres éléments d'infrastructure seront reliés au réseau. Lorsque la phase RAIN2 sera terminée, les habitants et les entreprises ruraux pourront accéder aux communications par la large bande dans 98 % de la campagne lituanienne.



© VIESOJII ISTAIGA PLACIAJUOSTIS INTERNETAS



Projet Access dans le comté de Cumbrie au Royaume-Uni

Le projet Access, en Cumbrie, était principalement motivé par le développement économique rural. Le comté de Cumbrie est une région essentiellement montagneuse, au caractère très rural, située dans le nord de l'Angleterre, qui a largement souffert de crises telles que l'épidémie de fièvre aphteuse. Dans cette région, les TIC sont perçues comme un moyen permettant de trouver des solutions innovantes aux défis économiques ruraux, et le projet Access s'est lui-même fixé des objectifs audacieux, dont l'extension de l'accès à la large bande à 95 % des citoyens et des entreprises de Cumbrie et la réalisation d'un taux d'utilisation de la large bande par les entreprises locales s'élevant à 65 %.

Mis en œuvre sous la forme d'un partenariat entre l'Agence de développement régional du Nord-Ouest (Northwest Regional Development Agency) et le conseil du comté de Cumbrie, le projet a été financé à 100 % par des fonds publics. L'approbation cruciale de l'aide d'État a été accordée par la direction générale de la concurrence de la Commission européenne qui a autorisé l'investissement d'une



© COMMENDIUM LTD

enveloppe de 18 millions de livres sterling (équivalant à environ 20 millions d'euros) dans le projet TIC rural.

Le projet Access s'est déroulé sur trois ans, démarrant en octobre 2005, et le réseau à large bande qui en a résulté a été mis en œuvre en utilisant un anneau de câbles en fibre optique, tandis que les technologies ADSL et radio ont été utilisées pour la boucle locale. Une fois le réseau achevé, un opérateur privé a été sélectionné afin d'exploiter le service. L'opérateur a l'obligation de rembourser les investissements d'établissement de réseau avec les recettes qu'il génère. Vers la mi-2009, la moitié environ de l'investissement public avait déjà été remboursée.

Grâce au projet, 99,84 % des entreprises et des habitants de Cumbrie ont désormais un accès potentiel à l'internet à large bande. À la fin du projet en 2008, 71 % des entreprises disposaient d'une connexion à la large bande, et ce niveau a augmenté pour atteindre le taux, inégalé au Royaume-Uni selon l'équipe de projet, de 87 % en 2009. Par ailleurs, 99 % des administrations publiques utilisent également la large bande pour renforcer l'efficacité de leur fourniture de services au niveau rural. Un autre résultat bénéfique du projet est qu'il a intensifié la concurrence entre fournisseurs de services internet puisque leur nombre est passé de six seulement avant le projet à plus de cent à la fin de celui-ci.

De tels résultats contribuent fortement à soutenir la croissance de l'économie rurale de Cumbrie face aux conditions économiques difficiles actuelles.



Des iCentres au service des communautés rurales en Bulgarie

La Bulgarie mène un projet de développement rural novateur fondé sur l'établissement d'un réseau d'«iCentres». Ceux-ci fournissent des centres publics gratuits d'accès à l'internet dans les zones rurales et visent à stimuler l'intérêt pour l'utilisation de la Toile afin de promouvoir la demande d'accès personnel au sein des ménages et dans les entreprises rurales. Les cibles prioritaires sont les petites communautés ou les communautés économiquement sous-développées.

Doté d'un budget de 8,2 millions d'euros, le projet est parrainé par le gouvernement bulgare et bénéficie de l'appui de bailleurs de fonds du Programme des Nations unies pour le développement. Les premières opérations remontent à 2003 et, en juin 2009, le 119^e iCentre était lancé dans le village de Kaynardja. La plupart des iCentres sont situés dans des bureaux de poste et des bâtiments municipaux ruraux ou régionaux. Ils sont généralement équipés d'une dizaine d'ordinateurs, d'appareils de présentation multimédia et d'une imprimante multifonctionnelle servant également de photocopieur et de scanner.



© SPASS KOSTOV

Le projet peut être considéré comme novateur dans un contexte national, étant donné qu'il a introduit de nouveaux centres d'accès public mobiles en utilisant des technologies internet par satellite. Pour la Bulgarie, ces télécentres revêtent une importance stratégique pour faciliter la pénétration des TIC et l'adoption d'une attitude positive envers les avantages de la technologie de l'information et de son application aux activités journalières.

Il devrait en résulter une intensification des contacts en ligne avec les autorités administratives et une augmentation des services d'e-gouvernement, de même qu'une amélioration des possibilités de télétravail, de la qualité des demandes d'information, des possibilités d'apprentissage améliorées et de l'accès à des communications à prix plus abordable.



La recherche européenne et le développement rural, un mariage de raison

José Manuel Silva Rodríguez est le directeur général de la recherche au sein de la Commission européenne depuis 2006. Avant cela, il a été directeur général de la DG Agriculture et développement rural pendant six ans. Ces deux fonctions lui ont permis d'acquérir une excellente compréhension des liens existant entre la recherche, le développement rural et l'innovation.

Interrogé sur l'importance de l'innovation au sein de l'Europe rurale, M. Silva Rodríguez affirme sans équivoque: «L'innovation est un concept qui peut être relié à n'importe quel domaine d'activité rurale. Nous innovons et investissons dans la recherche afin de résoudre les problèmes et permettre aux professionnels de se développer, notamment dans la sphère économique. Nous encourageons la croissance et l'emploi en recherchant des possibilités de développement de grande qualité qui sont étroitement liées aux besoins spécifiques des régions.»

Pour le directeur général, cela ne fait aucun doute: «Les régions rurales de l'Europe sont un environnement propice pour l'innovation.» Et il poursuit: «L'innovation nous permet de répondre à d'importants nouveaux défis ruraux tels que le renforcement et la diversification de l'économie rurale, la lutte contre le dépeuplement, la réponse au changement climatique, la gestion de la qualité des ressources en eau, l'augmentation de la production d'énergie à partir de l'agriculture et le maintien de la qualité des aliments et des normes de bien-être animales, pour n'en citer que quelques-uns.» La participation de la DG Recherche à la résolution de ces problèmes a clairement une «valeur ajoutée» potentielle. M. Silva Rodríguez estime que son rôle consiste à soutenir les grands programmes de développement rural en aidant à trouver des solutions novatrices aux différents problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Ce point est illustré par la réussite de la recherche dans des domaines tels que la biotechnologie, en particulier la phytogénétique, l'agroalimentaire et l'amélioration de produits traditionnels qui ont tous aidé à soutenir la commercialisation des produits ruraux de qualité (aussi bien des produits agricoles que des biens publics) et ont créé de nouveaux débouchés pour les producteurs.

Les méthodes Leader ont également porté leurs fruits dans le domaine de l'innovation rurale, et M. Silva Rodríguez compare leur potentiel à celui des pôles d'innovation qui partagent des objectifs opérationnels similaires, tels que l'élargissement de la coopération entre des entreprises aux intérêts communs, le regroupement de

partenaires, l'expérimentation d'idées et l'exécution d'analyses et enfin la généralisation des résultats.

Il existe d'autres types de réseaux ruraux, de forums d'information et de communautés des connaissances que le chef de la DG Recherche considère aussi comme des outils importants. L'un d'eux est le comité permanent de la recherche agricole (CPRA) qu'il cite comme bon exemple d'initiative regroupant des parties prenantes dans la recherche agricole afin d'établir un système de partage et de transfert des connaissances à l'intérieur du triangle formé par la recherche, l'éducation et l'innovation». Certains des travaux les plus récents du CPRA sont présentés dans son initiative Foresight, qui continue à promouvoir la recherche en examinant des problèmes ruraux contemporains tels que la gouvernance, l'environnement, la sécurité de la chaîne alimentaire, la démographie et la prise de décisions politiques. D'autres informations sur le CPRA et son processus d'analyse et de prospective (Foresight) sont disponibles sur le site internet de la DG Recherche (http://ec.europa.eu/research/agriculture/scar/index_en.html).

Possibilités offertes par le septième programme-cadre

«Le septième programme-cadre de l'UE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (7^e PC) reste sous-utilisé en ce qui concerne le volet des projets agricoles et ruraux», explique M. Silva Rodríguez, «et cela, malgré le fait que l'élément "Capacités" du 7^e PC soit idéal pour soutenir l'innovation par les petites et moyennes entreprises issues des régions rurales. Il s'agit réellement d'un outil parfait pour trouver des solutions adaptées aux besoins de développement des entreprises rurales. Le projet de recherche "Future Farm" du 7^e PC, qui explore des utilisations alternatives de la nouvelle technologie ainsi que des systèmes de technologies de l'information (TI) spécialisés et d'autres approches innovantes sur un réseau d'exploitations agricoles pilotes dans quatre États membres, en est une bonne illustration (www.futurefarm.eu).»

Le directeur général de la recherche conclut par cette réflexion: «Notre programme de travail est bien rempli. Le moment est venu d'agir ensemble. La politique de recherche et la politique de développement rural peuvent produire des synergies grâce à une coopération plus étroite. La DG Recherche est prête à soutenir l'innovation pour autant que les acteurs du monde rural soient disposés à anticiper les différents changements qui se profilent.»



José Manuel Silva Rodríguez

Directeur général,
DG Recherche, Commission européenne



© J. HUDSON

Soutien apporté par la recherche de l'UE à l'innovation et à la créativité dans les zones rurales



Les activités de recherche financées par l'UE jouent un rôle important dans le développement de l'innovation rurale. Premièrement, elles encouragent la formation d'associations et de groupements d'organismes de recherche en provenance de différents pays de l'UE ainsi que la coopération intergouvernementale, facilitant de ce fait les échanges entre chercheurs, la confrontation sur des

approches, des hypothèses et des solutions alternatives, et une discussion et une diffusion des résultats plus large au niveau de l'Europe. Deuxièmement, elles traitent explicitement de la recherche d'innovation dans les zones rurales, y compris en priorité au titre de l'actuel programme-cadre de recherche, dans le domaine tant de l'agriculture que du développement rural au sens large. Troisièmement, elles

exigent que toute recherche financée par l'UE inclue dans ses conclusions des recommandations politiques qui pourraient être utiles pour apporter des changements dans la procédure décisionnelle dans ces domaines. Deux exemples de recherche se concentrant sur des pratiques novatrices sont présentés ci-après et sont le fruit de travaux récents.





Favoriser l'innovation et le transfert des connaissances dans les zones rurales

Le projet d'étude rurale Rapido récemment clôturé a permis d'établir de nouvelles orientations pour stimuler l'innovation au sein des communautés rurales.

© T. HUDSON

Clôturé en février 2009, le projet d'étude Rapido (*Rural Areas, People, Innovative Development*) s'est fixé pour objectif de mettre au point des approches innovantes pour traiter les problèmes communs à plusieurs régions rurales tels que le vieillissement de la population, un taux de chômage élevé et un manque de capacités d'adaptation permettant de faire face aux défis du marché mondial. En réalité, une contribution des zones rurales à la stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi (connue sous le nom de stratégie de Lisbonne) ne peut avoir lieu qu'en apportant des changements radicaux aux pratiques et approches politiques traditionnelles.

L'étude Rapido a permis de recenser les meilleures pratiques dans l'innovation rurale au sein de l'EU-27 en se concentrant sur l'agriculture, la sylviculture et le secteur agroalimentaire, en repérant les secteurs générateurs d'emplois dans les zones rurales, les acteurs (publics et privés) qui ont

joué un rôle stratégique et les technologies environnementales et méthodes en matière de transfert de connaissances les plus performantes.

Dirigée par l'institut Ecologic (Institut pour la politique d'environnement internationale et européenne), qui a son siège à Berlin, en coopération avec des institutions de dix États membres, elle a utilisé des analyses scientifiques pour dégager des orientations et des conseils politiques.

Une base de données concernant 67 études de cas en matière de meilleures pratiques recensées auprès de 17 États membres a été constituée. Elle a conduit à l'établissement d'une matrice d'évaluation comprenant 26 indicateurs d'innovation rurale afin de faciliter les processus de définition, de suivi et d'adoption de politique.

Les résultats d'une étude détaillée basée sur un questionnaire ont montré que c'était dans le secteur agricole, suivi des secteurs

de l'alimentation, du tourisme, des TIC et des services, que les initiatives les plus innovantes avaient lieu. Les services et processus innovateurs semblent être les objets d'innovation les plus fréquents. Les acteurs impliqués dans ces efforts, tels que les investisseurs, les fournisseurs de services et les opérateurs de tourisme, émanaient principalement du domaine privé. Certaines innovations mises en lumière concernaient les matières brutes pour la production d'énergie renouvelable, l'environnement et l'infrastructure rurale (en particulier les TIC). Il a été estimé que l'innovation profiterait probablement le plus aux emplois basés sur les «nouvelles compétences», en particulier dans le secteur de l'environnement, mais l'étude Rapido a également montré que l'innovation garantit également la pérennité des emplois traditionnels.

Les chercheurs ont constaté que la façon la plus efficace d'encourager l'innovation était de se concentrer sur la coopération, l'apprentissage collectif et l'exploitation



des compétences et potentiels régionaux. L'enseignement, la formation et le soutien ciblé aident à donner une meilleure perception du potentiel innovateur latent, les réseaux apportant un soutien vital aux échanges d'expériences et à l'apprentissage en équipe, en particulier lorsque des acteurs publics sont impliqués.

On s'est aperçu que, en règle générale, le scepticisme des fonctionnaires entrave les progrès; cela a motivé le lancement d'un appel aux administrations locales et régionales afin qu'elles se montrent plus réceptives et mettent en place des processus plus simples pour accélérer l'approbation des projets.

Un examen du programme ETAP (Environmental Technology Action Plan) a révélé qu'il offrait un potentiel important de rationalisation et de concentration des efforts des États membres dans le domaine du développement des technologies environnementales, les chercheurs étant

d'avis qu'il conviendrait de le rendre obligatoire.

L'équipe Rapido a fait remarquer que «le défi qui se présente à l'Europe est d'évoluer vers une culture d'innovation à partir d'innovations et de projets individuels». Celle-ci sera soutenue au mieux par l'éducation, la formation, l'activité de conseil, un financement et des cadres juridiques adéquats, une administration flexible et efficace et des encouragements aux niveaux communautaire, national et régional.

Les résultats du projet Rapido constituent une bonne référence pour les décideurs politiques et les acteurs à la recherche de solutions innovantes à des problèmes communs de déclin et de stagnation dans les régions rurales. Il donne un éventail des meilleures pratiques existant au sein de l'EU-27 qui ont contribué à trouver des solutions innovantes et aident de cette manière à atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

Étude Rapido

- Financée par le 6^e programme-cadre de recherche de la Commission européenne
- En cours entre mars 2007 et février 2009
- Participation de onze instituts de recherche sur le monde rural de Belgique, de Bulgarie, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, d'Autriche, de Pologne, du Portugal, de Roumanie et du Royaume-Uni (qui en compte deux)
- Réalisations concrètes: ateliers, rapports, communiqués en ligne et rapports succincts sur des points spécifiques
- Pour plus d'informations: www.rapido-fp6.eu



COST 51: intégrer l'innovation et le développement dans le secteur forestier de l'UE

La sylviculture est considérée comme une industrie rurale traditionnelle, peut-être même un peu conservatrice, produisant le même bois, la même pâte à papier et le même papier depuis des décennies. Or, la mondialisation et la mutation des valeurs ont incité l'industrie à explorer de nouveaux domaines d'activité. Un programme de recherche international consacré aux forêts vise à recenser les types d'innovations capables d'assurer l'avenir de la sylviculture européenne.

© T. HUDSON

L'intégration des politiques d'innovation et de développement dans le secteur forestier est une initiative COST qui couvre 20 pays européens sous la direction de l'université des ressources naturelles et des sciences appliquées du vivant de Vienne. Le projet vise à développer des connaissances qui permettront d'intégrer les politiques d'innovation et de développement afin de garantir un développement plus efficace et plus durable de ce secteur.

COST est un cadre intergouvernemental de coopération européenne dans le domaine des sciences et de la technologie qui soutient la coordination à l'échelle de l'Europe de la recherche financée par des fonds nationaux. Ainsi que le souligne le président viennois du comité de gestion du projet de recherche sylvicole, M. Gerhard Weiss, «le soutien du programme européen COST est une

excellente plate-forme pour la réalisation d'études comparatives internationales. S'il n'existait pas, les chercheurs travailleraient seuls, confinés dans leur milieu national, et cela n'est pas aussi productif, en particulier lorsqu'il s'agit d'innovation».

Entamé en 2006, le projet de recherche qui explore les innovations dans le domaine forestier, est toujours en cours et s'est appliqué à recueillir des exemples et des études de cas réussis. Les travaux sont répartis en deux groupes: produits forestiers ligneux et autres produits forestiers. Dix-huit rapports nationaux détaillés ont été établis jusqu'ici et une synthèse sera produite en vue de la compilation d'une publication unique. La dernière phase du projet, qui sera clôturée en 2010, se concentrera sur la formulation de recommandations politiques destinées à encourager l'intégration et la coordination du développement basé sur les forêts.

Créer de nouveaux produits de haute technologie

Le professeur Pekka Ollonqvist de l'Institut de recherche forestière finlandais dirige le groupe de travail des produits ligneux. Selon lui, «la combinaison du bois avec les industries dites de haute technologie telles que l'industrie chimique ou l'industrie énergétique offre des possibilités infinies. Le bois est une matière souple en soi, mais ses qualités peuvent être développées, par exemple en le soumettant à un traitement thermique ou à la compression, ce qui peut le rendre résistant à l'eau ou bien aussi souple et malléable que du caoutchouc».

Les produits à base de bois ont fait leur apparition sur le marché il y a un certain temps déjà, mais des progrès encore plus révolutionnaires sont prévus en la matière. Ainsi, le mélange de pâte de fibres de bois et de plastique donne des composites



thermoplastiques qui ont une endurance et une résistance extraordinaire à la traction. Il ne fait aucun doute que ces produits ont des applications dans la construction et il existe une foule d'autres possibilités.

Un exemple intéressant d'avancée commerciale qui applique ces technologies innovantes à base de bois est un nouveau type de guitare électronique mis au point par la société Flaxwood de Joensuu, en Finlande orientale. Cette ville est très réputée pour son savoir-faire dans le domaine sylvicole et le nouveau concept de guitare se distingue par ses excellentes propriétés acoustiques.

Développer des biens publics environnementaux

Le professeur Bill Slee de l'institut Macaulay d'Écosse coordonne le groupe de travail «Autres produits forestiers» du

projet de recherche forestière qui étudie des possibilités d'utilisation innovantes pour de nouveaux produits forestiers. Comme le reconnaît le professeur Slee, «les consommateurs s'intéressent de plus en plus à l'environnement et la société accorde aujourd'hui une plus grande attention à la valeur des forêts européennes pour leur potentiel sur le plan du paysage, de la détente et de la biodiversité. Notre groupe de travail a donc examiné la façon dont les secteurs forestiers de l'UE peuvent conjuguer leurs efforts afin de travailler en coopération avec un large éventail de groupes d'intérêt. Ce type de pratique de travail peut être novateur pour de nombreux forestiers et nous devons les étendre au-delà des partenaires traditionnels qui sont orientés vers la production».

L'héritage de Leader

Pour le projet de recherche forestière, les approches de Leader offrent des modèles de coopération utiles. Un sous-groupe «Leader» spécifique a été établi en cours de projet et a analysé 220 initiatives Leader portant sur les forêts en provenance d'Autriche, de Finlande, d'Allemagne, du Portugal et d'Écosse. Les résultats de la recherche ont montré que les approches Leader constituaient de bonnes pratiques à suivre en matière de stratégie de développement et que leur nature relativement tolérante au risque convenait bien à la promotion de l'innovation tant dans le secteur sylvicole que dans le secteur forestier.

De plus amples informations sur ce projet de recherche forestière sont disponibles à l'adresse www.boku.ac.at/coste51

Tour d'horizon sur le développement rural

Les perspectives internationales de l'innovation et de la créativité rurales





Le développement rural et ses politiques sont également des domaines qui intéressent, au-delà de l'UE, tant les pays moins développés où l'agriculture de subsistance et l'exode jouent un rôle majeur que les pays développés où une très faible densité de population crée des problèmes d'accès aux services modernes et un besoin de diversifier l'économie rurale. Certaines des solutions innovantes expérimentées à l'échelle internationale pour traiter ces problèmes peuvent présenter un intérêt pour les zones rurales qui sont confrontées à des problèmes similaires en Europe et vice versa.

L'une des politiques innovantes les mieux connues du développement rural de l'UE est l'approche Leader, qui s'est répandue dans le monde entier, ce qui s'est traduit par de nombreuses versions hybrides et adaptations variées. D'autres politiques rurales innovantes de l'UE se sont attachées à la fourniture de biens publics par le biais de mesures agroenvironnementales. Ces instruments politiques se sont révélés tout aussi populaires dans des pays situés en dehors de l'UE.

Inversement, le reste du monde offre des expériences tout à fait intéressantes en matière d'innovation rurale. Certains exemples sélectionnés ci-dessous fournissent des enseignements sur l'innovation et la créativité rurales d'une perspective internationale.

Amérique latine

En Amérique latine, les stratégies de développement rural restent en général axées sur la lutte contre la pauvreté en vue d'améliorer les conditions de base des populations rurales. Outre le Mexique, le Costa Rica offre un excellent exemple. Ce pays a conçu son programme de développement

rural national en 2003 en y intégrant des mesures innovantes visant à déplacer l'accent de son aide de l'approche sectorielle vers une approche plus territoriale.

Tenant compte du fait qu'il existe des possibilités de développement rural à la fois dans le secteur agricole et dans le secteur non agricole, il assume un rôle transsectoriel et vise à promouvoir le potentiel créatif des régions rurales. Les priorités reconnaissent l'importance d'établir un nouveau système institutionnel capable de relier le secteur public au secteur privé tout en coordonnant également les différents objectifs stratégiques de la politique nationale de développement rural.

Des organisations internationales telles que la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale financent d'importantes actions et pratiques innovantes dans le domaine du développement rural d'une manière semblable à l'action menée par l'UE sur son territoire. Elles encouragent des approches territoriales en se fondant largement sur le modèle Leader.

Voir www.iadb.org, www.fao.org ou www.worldbank.org pour plus d'informations.

L'Organisation de coopération et de développement économiques a étudié et diffusé des politiques innovantes pour le Mexique et le Chili. Pour plus d'informations, voir «Le nouveau modèle rural: politiques et gouvernance» qui est disponible à l'adresse www.oecd.org/document/7/0,3343,en_2649_33735_37015431_1_1_1_1,00.html#chapter_2.

De plus amples informations sur les approches en réseau en matière de développement rural en Amérique latine peuvent être obtenues à l'adresse www.rimisp.org. Ce réseau offre une expertise, des publications, une formation à l'apprentissage à distance et une plateforme pour l'échange de pratiques et politiques innovantes entre les pays. Les activités incluent des travaux sur le projet couvrant plusieurs pays d'Amérique latine associés à des politiques d'utilisation des identités culturelles en tant qu'éléments moteurs du développement rural dans plusieurs pays d'Amérique latine et un cours en ligne sur l'examen des questions de migration.

Australie

Un exemple de pensée innovante en rapport avec le développement rural australien peut être trouvé dans le programme intitulé «Rural Transaction Centre» (centre de transaction rural — RTC). Ce programme reflète les besoins ruraux en matière d'accès aux services essentiels, en particulier dans les grands territoires de l'«arrière-pays», très faiblement peuplés, où la pérennité d'entreprises viables et des services publics constitue un énorme défi.

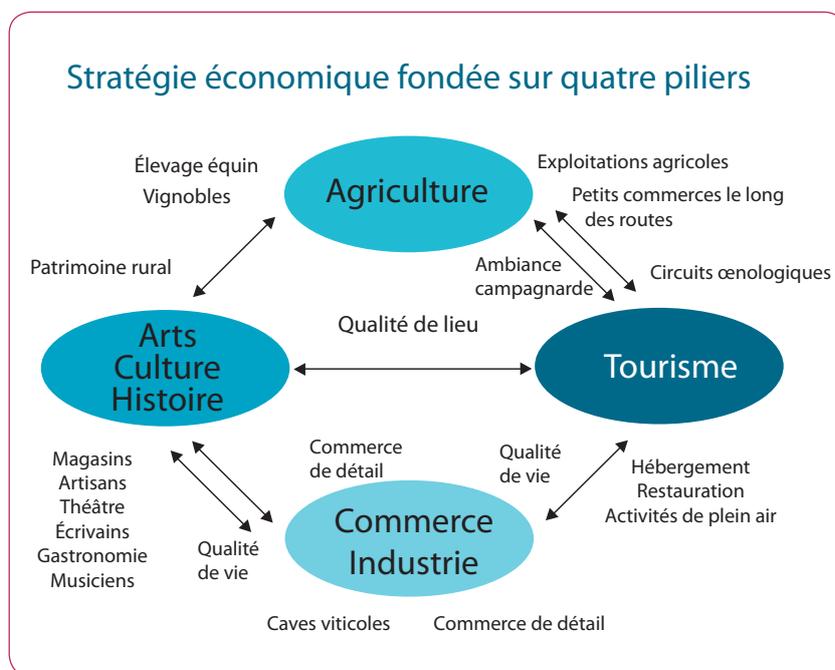
Depuis 1999, plus de 200 RTC ont été soutenus par un programme spécifique qui finance la construction et l'exploitation de RTC dans des villes comptant moins de 3 000 habitants. Ils offrent un éventail de services comme la poste et les télécommunications, des services publics fédéraux et locaux, des facilités bancaires, des services d'assurance et de secrétariat. Les RTC organisent également des événements de développement rural tels que des sessions de formation pour l'acquisition de compétences, des marchés pour les produits locaux et des foires communautaires ou culturelles.

De plus amples informations sur les centres de transaction ruraux australiens sont disponibles à l'adresse www.accessmylibrary.com/article-1G1-160582498/turning-isolation-advantage-regional.html

Canada

Le comté de Prince Edward dans l'Ontario tient à se positionner comme une «économie rurale créative florissante». Depuis la fin des années 70, il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de développement économique qui s'efforce d'attirer des artistes et d'améliorer la «qualité du territoire». Les mécanismes de partenariat prévus dans la stratégie reposent sur un degré élevé d'insertion et doivent de ce fait aussi souvent fonctionner de manière plus informelle. Les résultats de cette approche ont aidé le comté à attirer de nouvelles personnes qui contribuent à une économie créative florissante.

L'engagement à long terme envers la créativité est décrit dans un plan culturel municipal particulier. Celui-ci présente une approche territorialisée du développement culturel et fait l'inventaire des ressources culturelles physiques du comté ainsi que des «ressources culturelles intangibles» qui définissent l'identité unique d'une communauté. Le graphique 1 présenté ci-dessous illustre schématiquement la stratégie innovante du comté de Prince Edward qui est mise en œuvre pour aider à soutenir l'image de «première économie rurale créative du Canada» qu'il s'est autodécernée.



Pour plus d'informations sur les approches territorialisées, voir: «Réinventer la politique rurale» à l'adresse www.oecd.org/dataoecd/18/9/37556607.pdf

Pour plus d'informations sur le comté de Prince Edward (Ontario) au Canada, voir: www.pecounty.on.ca/government/corporate_services/economic_development/creative_economy/index.php